

Sanctions économiques contre l'Afrique du Sud :
l'hypocrisie des grandes puissances

page 11

lutte
ouvrière

la rentrée
vue des
entreprises

p. 12 à 15

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 902 - 14 septembre 1985 - prix : 6 F



De Dunkerque à Mururoa,
et de la gauche à la droite,

l'unanimité
des coqs
de
clocher !

sommaire

En France

Page 4 :

- « Le cirque de la CGT », et les clowns tristes de la CFDT.
- Renault (Billancourt).

Page 6 :

- Fric :
- Vider les usines n'empêche pas de bourrer les coffres.
- Le seul marché en extension : celui du papier-monnaie.
- USA : le crédit agricole au bord de la faillite.

Page 7 :

- Transports ferroviaires et aériens : la sécurité vendue à la rentabilité.
- Les bateliers en colère.

Page 9 :

- En bref.

Page 13 :

- Thomson (Colombes) : indignation des travailleurs.
- Interpac (Toulouse) : les travailleurs en lutte contre les licenciements.
- Chantiers Navals (la Ciotat) : le ras-le-bol de la rentrée.

Page 14 :

- PTT Tri Austerlitz : la lutte contre un licenciement.
- PTT Creil-Principal : les combines du receveur ne sont pas passées comme une lettre à la poste.
- Jeumont-Schneider (Lyon) : pas de sanctions arbitraires !

Page 15 :

- RATP - Réseau ferré : débrayages sur la ligne Balard-Créteil.
- A partir de 1986, les caisses de Sécurité sociale devront affranchir leur courrier.
- Le salaire minimum mensuel à la Sécurité sociale devient inférieur au SMIC.

Dans le monde

Page 8 :

- 5-8 septembre 1915 : en pleine guerre mondiale, la conférence de Zimmerwald faisait entendre la voix de l'internationalisme.

Page 10 :

- Grande-Bretagne :
- Tiers Monde, bientôt monde entier.
- Dix ans d'une situation de plus en plus explosive.

Page 11 :

- Afrique du Sud : Reagan et la comédie dérisoire du « boycott ».
- Antilles : l'Etat colonial français au secours des patrons.

Culture

Page 16 :

- Films : *Police* de Maurice Pialat ; *Le goulag* de Roger Young.
- Livre : *Meurtres à Atlanta* de James Baldwin.

Page 17 :

- Livres : *La louve de Mervent* de Michel Ragon ; *La Juive de Tolède* de Lion Feuchtwanger.

Page 18 :

- Livre : *L'utopie calédonienne* de Jean-Marie Colombani.

Page 19 :

- Livres à propos de l'Afrique du Sud : *L'Apartheid* de Nelson Mandela ; *Ceux de July* de Nadine Gordimer.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIERE hebdomadaire édité par la société Editions EA, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. SARL au capital de 20 000 F. Durée : 50 ans. Gérant : Michel RODINSON. Directeur de la publication : Michel RODINSON. Commission paritaire : n° 64995. Composition : Presse Photo Compo, 25-27 rue de la Folie-Méricourt, Paris 11°. Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val-d'Oise). Tirage : 15 000 exemplaires.

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Cumul de balivernes

On avait compris depuis longtemps que le « socialisme » de Mitterrand c'était le socialisme du pauvre... un « socialisme » fait de petites misères données à la population, qui permettent tout juste à la droite de s'exclamer, un point c'est tout.

Eh bien, puisqu'il faut durer jusqu'au mois de mars 1986, Fabius et Mitterrand ont remis ça. Et ils ont été dégoutter un nouveau projet, la limitation du cumul-emploi-retraite. Ainsi donc, les retraités qui ont pris un emploi, et qui payaient si leur pension de retraite dépassait le SMIC — plus éventuellement 25 % par personne à charge — une contribution de 10 % sur leur salaire (5 % pour eux, 5 % pour l'employeur), vont voir leur contribution augmenter. Ce sera donc une con-

tribution de 20 % — toujours moitié-moitié employeur et salarié — si le revenu total du retraité est inférieur à deux fois et demie le SMIC (environ 11 000 F), et 100 % au-delà (50 % pour l'employeur et 50 % pour le retraité). Et toutes ces cotisations iront alimenter le fonds d'indemnisation du chômage, car c'est comme ça, nous a expliqué Fabius comme un bon élève appliqué lors de son « Heure de vérité », que le gouvernement lutte contre le chômage...

Allons donc ! Si avec tout cet arsenal Fabius débusque quelques milliers ou quelques dizaines de milliers de retraités qui abandonneront ainsi leur activité salariée, ce n'est pas ça qui soulagera les presque 3 millions de chômeurs qui attendent un emploi !

Des gendarmes à la retraite devenus gardiens d'usine, ou des retraités de l'armée qui ont pris un emploi, tout le monde en connaît. Parce que ce sont des petits, justement, parmi les « cumulards ». Et parce que les gros « cumulards », on ne les croise pas dans la rue ou au travail ; et on ne les rencontre pas, ceux qui dans les conseils d'administration des sociétés cumulent les jetons de présence, les paies de P-DG, les revenus de portefeuilles d'actions... Ceux-là, ces « cumulards » à bien plus que deux fois et demie le SMIC, peuvent dormir tranquilles. Le gouvernement ne les voit pas et ne les touche pas ; lui reste dans le petit : dans les petites mesures sociales, dans les petits calculs électoraux, et dans les petits tours de passe-passe pour s'assurer le cumul d'une législature sur l'autre. Dans tous les domaines, ça vise bas !

Nelly MEYER

Passivité sociale

Encore une fois, une jeune femme a été violée « en direct et en public » dit la presse, en plein Paris, sans que personne n'intervienne. La victime qui hurlait et se débattait — elle a eu le bras cassé — a même entendu des gens dire que c'était « dégueulasse », mais personne ne lui est venu en aide. Et personne non plus pour l'aider à se relever et aller à l'hôpital.

Evidemment, c'est indigne et l'indifférence des témoins suscite les commentaires.

Mais ce n'est pas nouveau et ce n'est pas seulement pour ces affaires-là qu'on voit des gens se retrouver seuls alors

qu'ils ont besoin d'aide.

C'est aussi vrai dans d'autres domaines : pour des copains de travail licenciés, par exemple, ou pour des voisins expulsés de leur logement, et pour toutes les injustices petites ou grandes, proches ou lointaines, que nous vivons.

La société actuelle toute entière repose sur la soumission et la docilité de ceux qu'elle brise et qu'elle écrase : accepter et se résigner. Alors la société ne nous apprend pas à réagir, au contraire. Elle nous apprend à compter sur les patrons pour assurer notre emploi et notre salaire, sur la

police et la justice pour nous protéger. Et elle voudrait même que nous fassions confiance aux politiciens pour s'occuper des affaires publiques et aux syndicats pour revendiquer. Et c'est finalement cette passivité sociale générale qui paralyse les individus, y compris dans les relations de la vie quotidienne et qui permet des drames comme celui du boulevard Magenta.

Alors oui, il faudrait apprendre à réagir, et à réagir collectivement. Car apprendre à le faire, cela servira aussi bien à empêcher des voyous de violer une femme dans la rue qu'à défendre nos droits face aux patrons et à l'Etat.

Claude CHARVET

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE



• Bordeaux

Dimanche 22 septembre
de 11 h à 21 h
Garenne de la Blancherie
à Cenon

• Lille

5 et 6 octobre
Palais Rameau
à Lille

• Limoges

Dimanche 6 octobre
à partir de midi
Salle des fêtes
de Landonje

• Toulouse

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE ET DE LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Le 28 septembre à partir
de 18 h, et le 29 septembre
jusqu'à 20 h
Parc de la Mounede
(Route de Toulouse-Saint-
Simon)

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

De Dunkerque à Mururoa et de la gauche à la droite :

l'unanimité des coqs de clocher

MITTERRAND a fait sa rentrée par une sortie. Une sortie de l'hexagone. Direction Mururoa. Via Kourou en Guyane. Vaste périple vers « nos » territoires d'Outre-mer, pour assister au énième lancement de « notre » fusée Ariane, inspecter « notre » atoll, aux environs duquel explosent « nos » bombes atomiques. Le tout par un vol du Concorde national, qui a eu quelques ratés au décollage, avec une brochette de ministres et hauts gradés, pour pousser à l'arrivée le cri national : cocorico.

Charles Hernu, ministre de la Défense et chef des services secrets, est évidemment du voyage. Il l'a mérité. Il y est pour quelque chose. Georges Lemoine en est aussi, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'Outre-mer, prétendue France des antipodes. En haut lieu, on aurait pensé également à Pisani. Car la Nouvelle-Calédonie, terre « française » jusqu'à nouvel ordre ou nouveaux désordres, n'est pas très éloignée de Mururoa. Mais Pisani est resté. Prudence !

Et puis il y a aussi des décorés dont au moins deux généraux et un amiral. Car c'est aussi la parade militaire. Le centre spatial de Kourou, le centre d'expérimentations nucléaires du Pacifique, seraient « absolument nécessaires à la cohérence de notre dispositif de défense », avait dit le haut état-major. Bref, les voilà partis.

Nous ne savons pas si, à son arrivée, Mitterrand va enfiler le nouveau tee-shirt de Greenpeace « *Mururoa, mon amour* ». Mais pourquoi pas ? Car on a les empires qu'on peut, les restes d'empires qu'on peut, tas de cailloux ou récifs de corail du bout du monde. Et pour monter sur des ergots, ça suffit.

Et puis là-bas, très loin, à 18 000 km, Mitterrand a trouvé ce qu'il cherchait désespérément ici : l'unanimité nationale, l'approbation de tout l'hexagone cocardier. Le monde politique français, toutes tendances et partis confondus, applaudit à cette démonstration de puissance et de maintien de la présence française aux antipodes.

Mise à part Georgina Dufoix qui a eu l'ingénuité de le rappeler, les socialistes taisent qu'à une époque, certains étaient contre la bombe atomique, contre le maintien de la présence coloniale. Maintenant, ils adorent la Marseillaise et les gradés. L'UDF aussi approuve. Et le RPR. Et la presse de droite rappelle qu'un certain De Gaulle, en 1966, avait lui aussi fait le voyage à Mururoa, et que Mitterrand marcherait sur ses pas ! Jusqu'au Parti Communiste, prompt à chercher la petite bête contre le gouvernement socialiste et Mitterrand, qui a rentré ses griffes. Lui aussi. C'est l'unanimité nationale enfin retrouvée. L'unanimité des coqs de clocher, du même clocher.

Car ce sont tous les mêmes, de gauche comme de droite. Ils ont fait mine de s'étriper sur les nationalisations, sur l'école libre, et quelques bagatelles. Mais il y a des choses avec lesquelles ils ne plaisaient pas.

Et là, ils sont sincères, soudain sans calculs, parce qu'il s'agit d'exalter le drapeau tricolore et la Marseillaise ; de vénérer ensemble une gloire militaire, pourtant perdue ; un empire colonial, pourtant à l'état de charpie. Mais tant pis s'il ne reste de la première que quelques bombinettes, et du second quelques tas de cailloux. C'est la cohabitation touchante dans la nostalgie, ou la bêtise.

Mitterrand, dans le passé, vantait « *la France de Dunkerque à Tamanrasset* ». Il la vante aujourd'hui de Paris à Mururoa, sans voir qu'il n'y a plus rien entre ! Qu'importe ! Quitte à se mettre l'opinion mondiale à dos, comme Thatcher avait pu le faire avec « ses » Malouines, Mitterrand ira affirmer dans le Pacifique la grandeur nationale. Il se sait soutenu moralement par la cohorte de ceux qui, dans l'hexagone, pensent qu'une revanche serait à prendre contre tous ces métèques, du Pacifique et d'ailleurs.

Mitterrand a les sympathies et les succès qu'il peut. Il est vrai qu'il lui reste à exploiter un empire de bêtise. Et évidemment, c'est plus facile de faire l'unanimité là-dessus que d'empêcher le chômage.

Arlette LAGUILLER

La meilleure façon de rentrer

(Editorial des bulletins d'entreprise du 9 septembre 1985)

C'est la rentrée. Les mêmes à l'école. Nous, au boulot. Les hommes politiques, eux, sont sur les rangs pour les élections de mars 86. Le gouvernement actuel risque d'y perdre la majorité. Mais après quatre ans d'une gauche au gouvernement qui a tenu le cap à droite, nous sommes nombreux à ne pas bien voir ce que cela pourrait changer.

Et la réalité, c'est le chômage qui augmente, la baisse du niveau de vie, l'aggravation des conditions de travail.

Alors, que faire contre le chômage ?

Le gouvernement, lui, défend la libre entreprise, parce que, paraît-il, les capitalistes s'y connaissent pour faire marcher l'économie. Pourtant, on voit ce que ça a donné : la crise économique.

Quand les affaires vont bien et que les profits augmentent, les capitalistes privés disent que l'Etat doit se mêler de ce qui le regarde ; et quand c'est la crise, ils disent : et l'Etat, qu'est-ce qu'il fait ?

Les trusts, eux, n'ont même pas besoin de barer la Seine ou d'incendier la locomotive d'un train de banlieue, comme les

patrons bateliers, pour que l'Etat et le gouvernement fassent tout pour eux.

Toute la presse a parlé, ce week-end, de Margaret Thatcher, chef du gouvernement anglais, qui s'est transformée en VRP d'une firme électronique britannique rivale de Thomson-CSF pour emporter un marché auprès de l'armée de terre américaine, contre le trust français qui était aussi sur les rangs. Ici, en France, Mitterrand et ses ministres font exactement la même chose que Thatcher lors de leurs déplacements dans les différents pays du monde. Voilà à quoi servent les hommes politiques qui nous gouvernent.

On nous dit : il faut que les entreprises fassent des bénéfices, il faut qu'elles soient rentables. Sous prétexte de « maintenir les entreprises », ce sont les profits, les ressources, les payes (car ils se payent) des capitalistes privés qu'on maintient, et les poches des bourgeois qu'on remplit. L'augmentation des profits ne suffit pas à faire que les entreprises investissent.

En temps de crise, l'augmentation des

profits, cela sert à maintenir les bourgeois à flot. Ces bourgeois qui tuent les entreprises et qui les vident.

Car dès que les capitalistes dégagent du profit, ils s'empressent, oui, de le dégager de leurs entreprises, de le placer ailleurs, pour spéculer, jusqu'à risquer un krach financier mondial et l'arrêt total de toute l'économie.

Il n'y a que les salaires des travailleurs qui, eux, forcément, s'investissent en France !

Faire des profits et investir, ce n'est pas du tout la même chose. Au contraire. Il faudrait prendre les profits, les mettre sous haute surveillance, les kidnapper même, pour les utiliser utilement. Oui, il faudrait supprimer les profits pour investir dans la production. Il faudrait exproprier les bourgeois pour relancer l'économie.

Qui va profiter des bénéfices créés par les travailleurs dans les entreprises : les actionnaires privés, ou l'ensemble de la population ? On nous dit qu'il faut nous sacrifier pour que les entreprises

rapportent. Mais qui décide ?

Les besoins du monde ne sont pas satisfaits. On vient de voir à la télévision comment on sacrifie des tonnes de viande pour empêcher les cours de baisser, qu'on envoie jusqu'en Grèce ou en Turquie, non pas pour la consommation, mais pour les stocker dans des congélateurs, alors que des millions de gens crèvent la faim ! Qui décide de cela ?

S'il y a la crise, c'est parce que l'économie est

aux mains d'individus privés qui font passer leurs profits avant l'intérêt de tous. Les intérêts de toute l'humanité sont confiés à une poignée de profiteurs. Qu'ils aient de quoi spéculer en bourse ou sur le dollar, et après eux le déluge.

Qui décide ? Ceux qui ont la force avec eux...

Alors oui, Krasucki a raison de dire, même si c'est un peu tard, qu'il n'y a pas de fatalité, et qu'un rapport de force, cela se crée.

PROCHAINE RÉUNION DU CERCLE LÉON TROTSKY

CHILI :

De l'Union Populaire
à la dictature militaire

Vendredi 27 septembre

20 h 30

Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor Paris 5^e

Le «cirque de la CGT», et les clowns tristes de la CFDT

Sous le titre « Renault : qui fera les frais du cirque CGT ? », l'hebdomadaire de la CFDT, *Syndicalisme Hebdo*, donne son point de vue sur la politique de la CGT à Renault. Un point de vue critique, évidemment. Maire, qui ne signe pas l'article mais probablement l'inspire, ne fait pas de cadeau.

La CFDT condamne d'abord les thèmes et les actions de la CGT ; elle parle du « grand western joué par la CGT pour tenter de bloquer le départ de 13 outils de presse de Douai en Espagne ».

La CFDT dénonce ces « opérations-spectacle » : « Il ne s'agit pas en effet d'actions de masse, c'est le moins qu'on puisse dire. (...) On voit bien à qui ce genre de cirque est censé profiter, sans garantie d'ailleurs : on se souvient de l'opération de Vitry qui a beaucoup nui au PCF. On voit aussi hélas qui va en faire les frais ».

Oui, mais justement, qui va en faire les frais, selon la CFDT ? Eh bien, c'est... « Renault » ! « Son image de marque ne va pas y gagner, les ventes risquent de s'en ressentir, et ce, au moment même où la direction a décidé d'abandonner des secteurs entiers d'activités ».

Et de conclure :

« Alors que le syndicalisme cherche à se renouveler, à s'adapter, à rattraper l'évolution des mentalités par une implication plus forte des travailleurs, c'est aller à reculons qu'avoir

une pratique où les travailleurs ne sont pas partie prenante de l'action. Le syndicalisme tout entier ne peut que souffrir de l'activisme politicien de la CGT ».

Les travailleurs peuvent penser bien des choses de la politique de la CGT. Krasucki a peut-être trop du crabe, dont on ne sait jamais quand il avance et quand il recule. Mais Edmond Maire et les siens, que valent-ils ? Ont-ils le droit de se prévaloir des intérêts des travailleurs ?

Au moment où Maire condamne les actions de la CGT, qui ne seraient « pas de masse », que fait-il, lui ?

Le journal *Le Monde* nous en informe : « Monsieur Edmond Maire s'est entretenu le lundi 9 septembre pendant deux heures avec M. Jacques Chirac. Le secrétaire de la CFDT était accompagné de deux responsables cégétistes... La CFDT se refuse à tout commentaire et n'indique pas qui a pris l'initiative de la rencontre... ».

A tout prendre, mieux vaut peut-être un commando de vingt cégétistes, patrouillant à Billancourt, qu'un commando de trois cégétistes, reçus chez Chirac ! Et question action de masse, ce serait plutôt le coup de massue sur la tête pour des dizaines de milliers de militants ou adhérents de la CFDT, en droit de se demander quels secrets Maire a pour eux qu'il n'a pas pour Chirac.

Parce que si un syndicat mène une politique de cou-



Krasucki lors d'une visite aux ARCT de Roanne, en juin 1985. (AFP)

loir, une politique d'appareil, une politique de réputation — loin des masses — dans toutes les antichambres ou salons des pouvoirs en place — de gauche comme de droite, car il faut tenir compte de l'alternance, et s'y préparer ! — c'est bien la CFDT (avec FO ou la CFTC évidemment). Les hauts responsables de la CFDT en ont usé de la salive, depuis toujours, à

discuter en hauts lieux, conseils d'administration ou cabinets ministériels, même si la CGT en a usé aussi. Ils en ont fréquenté des fonctionnaires et chefs d'entreprise que ne fréquentent pas les travailleurs. Et ce qu'ils leur ont dit, la qualité des poignées de main qu'ils leur ont données, pas besoin qu'ils les racontent pour qu'on les imagine. Cul et chemise et rien d'autre.

Au point de signer des accords, un certain accord sur la flexibilité par exemple, dénoncé ensuite par une large partie des militants de la CFDT.

Discuter et critiquer la politique de Krasucki, c'est l'affaire des travailleurs, oui. Eux seraient en droit de parler du « cirque de la CGT », éventuellement. Mais pas les hauts bureaucrates de la CFDT.

□ RENAULT (Billancourt)

Débrayage de la rentrée

Au retour des congés, le jeudi 5 septembre, la CGT organisait un débrayage d'une heure avec rassemblement dans la gare routière de l'usine. 1 300 travailleurs étaient présents dont 300 émigrés et un millier d'ouvriers professionnels, techniciens et employés.

Ce qui explique la participation de ces catégories du personnel est la publication par les syndicats, en cette rentrée, d'un document de la direction, signé M. Praderie, qui fait état de 14 869 licenciements envisagés au 31 décembre 1986 ! Sur ces 14 869 licenciements prévus, 3 241 pourraient être des licenciements liés aux préretraites FEN, le reste, et il est de 11 628, serait des licenciements secs ! Sur l'ensemble du groupe, ces 14 869 licenciements seraient répartis ainsi :

2 068 manœuvres et OS, 5 512 ouvriers professionnels, 3 880 employés, 1 193 agents techniques et ETAM et 2 216 cadres. Ces licenciements toucheraient 20 % des OS, près de 12 % des ouvriers professionnels, 37 % des employés, 6 % des techniciens et agents de maîtrise et 41 % des cadres. Ainsi dans le milieu cadres et milieu employés, la menace se fait plus précise : un travailleur sur trois au moins serait licencié !

Lors du rassemblement du jeudi 5, Fournier, secrétaire du syndicat CGT, s'est fait applaudir par des militants lorsqu'il a dit que « la CGT ne sera jamais le syndicat qui joue les paillassons du patronat » et quand il a rappelé les actions du mois d'août.

Correspondant LO

Quand Besse écrit à ses salariés

Les travailleurs de Renault ont reçu à leur domicile une lettre de leur P-DG, Besse. Le ton en était donné dès le début : « Depuis 6 mois, écrivait-il mesuré l'ampleur et la gravité des problèmes de Renault, et je tiens à vous en parler maintenant. Dans nos deux activités essentielles, l'automobile et les véhicules industriels, les difficultés sont multiples et graves, mais l'horizon n'est pas sans lueur d'espoir ».

De quoi sortir son mouchoir ! Il ajoutait que « la situation financière globale est très mauvaise », « qu'il est dur de renoncer à plusieurs de nos pro-

jets », que « finalement notre métier » est « de gagner de l'argent » et que « nous devons dès maintenant œuvrer avec détermination, rigueur et lucidité »...

A lire cette lettre on aurait pu croire que Besse avait pris connaissance du compte en banque des salariés de Renault et pas de celui de la Régie. Quant à gagner de l'argent, si c'est le métier des travailleurs de chez Renault, ils n'y connaissent pas encore grand-chose. Sûr qu'il est temps que ça change, et que les travailleurs doivent œuvrer avec détermination, rigueur et lucidité !

FÊTE DE «L'HUMANITÉ»

La rentrée du PCF

Pour tous les militants, les sympathisants et pour les centaines de milliers ou les quelques millions de gens qui, dans le pays, se reconnaissent à un degré ou à un autre dans le Parti Communiste, ce week-end des 14 et 15 septembre sera, avant tout, celui de la fête de «l'Humanité». Plus qu'une simple fête, elle sera pour eux l'occasion de se retrouver ensemble, de se revoir, de ressentir et de réaffirmer concrètement le lien qu'ils ont avec leur parti.

Car si le Parti Communiste continue de vivre, malgré les pronostics des chroniqueurs politiques de tout bord qui annoncent régulièrement sa mort, c'est justement grâce à un certain type de liens avec une large fraction des couches populaires et avec la classe ouvrière en particulier. C'est d'abord un lien militant, fondé sur l'existence et l'activité de militants communistes soucieux de servir leur parti, de défendre sa politique dans leur usine ou dans leur quartier; un lien sans lequel il ne pourrait y avoir cette fraternité de parti, ces sentiments de solidarité et de confiance qui font et ont fait, dans le passé, toute la force du PCF.

Ce lien, c'est un lien solide, qui représente quelque chose. Nous ne savons pas ce que sera cette fête 1985. Même si l'affluence y était moindre, une fraction des militants et sympathisants en sortiraient avec une confiance, un espoir

renouvelé par le sentiment qu'envers et contre tout, ils restent une force qui peut traverser, qui a traversé, bien des épreuves et bien des revers.

Bien sûr, cette fête sera aussi pour la direction du PC l'occasion de faire sa rentrée politique. Elle n'est pas facile. Le PCF, ces dernières années, a participé au gouvernement. Il a participé à une politique ouvertement anti-ouvrière. La partie la plus petite-bourgeoise et social-démocrate de sa base n'y a rien trouvé à redire. Mais une minorité, généralement plus populaire, plus combative, s'en est trouvée désorientée, voire dégoûtée, de même qu'une partie de la classe ouvrière pour laquelle, aux difficultés liées à la crise, se sont ajoutées les compromissions des dirigeants politiques de gauche, communistes compris, avec les industriels, les banquiers et la bourgeoisie.

Le PC a perdu une bonne partie de son électorat, et sa direction a finalement choisi de quitter le gouvernement. Il y a maintenant plus d'un an qu'il n'a plus de ministres et que, dans l'opposition, il fait tout pour apparaître comme le «parti des luttes», le parti qui cherche à se battre contre la crise et ses conséquences avec tout le radicalisme verbal pour l'heure — dont il est capable.

Cette politique a trouvé quelque concrétisation chez SKF au printemps dernier, dans les manifesta-

tions contre la «casse» de Renault cet été. La direction du PCF voudrait faire oublier aux militants et aux sympathisants que, pendant trois ans, elle a soutenu au gouvernement cette même politique au service des bourgeois que le gouvernement Mitterrand-Fabius continue de mener aujourd'hui. Elle s'affirme d'autant plus radicale qu'elle s'est montrée plus plate hier, au temps de la collaboration ministérielle, et qu'elle trouve moins de répondant, au sein de la classe ouvrière, et ne risque donc pas d'entraîner les dirigeants du PC plus loin qu'ils ne voudraient aller.

Pour la direction du PCF, l'enjeu est, entre autres, de regagner des voix aux prochaines élections. Mais ce n'est pas un hasard si, à la différence du PS, elle ne le fait pas seulement en parlant de la défense de l'intérêt économique national, à l'usage d'une base et d'un électorat plutôt chauvins, mais aussi en parlant des luttes, à l'usage d'une base militante réduite, certes, mais qui garde des réserves de combativité. C'est cela qui fait l'originalité du PC, sa différence avec un parti de notables sociaux-démocrates comme le PS.

Et c'est justement parce que nous comprenons ce qui fait la force du PC que nous pensons qu'elle mériterait de servir pour une politique autre, qui corresponde réellement aux aspirations et aux intérêts de la classe ouvrière, et que nous ne sommes pas indifférents

au sort du PC; du moins de ceux qui, dans ses rangs, aspirent réellement au socialisme et au communisme.

Le bilan de la politique menée par la direction du PCF est là: c'est aujourd'hui, pour tous ces militants, un bilan de démoralisation et d'échec. La démoralisation, cela peut se surmonter et certains la surmonteront. Mais l'échec, c'est l'échec d'une politique de compromission qui, depuis bien longtemps, n'a rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière et du communisme.

L'enjeu, dans la période qui vient, ce sera justement de faire que tous ces efforts militants qui, année après année, se font jour au sein de la classe ouvrière, que le PCF traduit en partie, déforme et mène dans l'impasse politique, s'engagent réellement dans la voie du combat pour une société débarrassée de l'exploitation, pour la réalisation de cette société communiste qui est l'objectif que nous partageons avec nombre de militants du PCF.

Mais pour nous, cela dépendra justement de la capacité des militants révolutionnaires à défendre une politique conséquente et à démontrer dans les faits qu'elle peut avoir plus de succès, être plus conforme à leurs aspirations et à celles de toute la classe ouvrière, que la politique menée depuis des années par la direction du PCF.

André FRYs

La galerie des têtes à claques

Rocard et Barre restent au hit-parade des multiples sondages. Encore qu'on parle aussi de Fabius et de toute la clique des grands et petits chefs de l'opposition. Tous ont les yeux rivés sur l'horizon des différentes échéances électorales à venir. Les chefs des grands partis politiques lorgnent près, mars 1986. Les autres, Barre ou Rocard, visent plus loin. Mais que l'avenir soit proche ou lointain, il n'est pour chacun d'eux que déroulement de carrière personnelle.

Pour les «chefs» des grands partis, objectif donc: mars 1986. C'est là qu'il faut gagner des bulletins de vote. Et s'ils en ont gagné assez, c'est là qu'il faudra gouverner. Chirac? Ou Giscard? Ou leurs rejetons Toubon ou Léotard, ou tous ensemble? De toute façon, ce sera avec Mitterrand. De 1986 à

1988 au moins. Ceux-là sont donc prêts à la cohabitation. Et d'ailleurs, quel problème réel cela peut-il bien poser? Sur quoi seraient-ils vraiment en désaccord avec l'actuel président de la République? En quoi mèneraient-ils une politique différente de celle des actuels ministres? Défendraient-ils mieux l'atome français qu'Hernu?

Débaptiseraient-ils la DGSE pour revenir au classique SDECE? De toute façon, personne n'en sait rien, et ce n'est le problème de personne.

Alors, bien sûr qu'une fois au gouvernement, selon un cocktail que Mitterrand dosera probablement sur la base des résultats électoraux, ces hommes de parti — devenus ministres ou secrétaires d'Etat — cohabiteront. Ils gouverneront. Contre les

différentes catégories sociales laborieuses, tout comme maintenant, pour «sauver les entreprises», c'est-à-dire les profits et les biens des bourgeois. Donc, ils mécontenteront. Et c'est ce sur quoi parient deux outsiders, Barre d'un côté, Rocard de l'autre, qui se distinguent ainsi du lot commun. Avec la perspicacité acquise dans les centres d'apprentissages spécialisés, ENA, Sciences Po et autres instituts divers, ils savent que les autres, les chefs des grands partis, se déconsidéreront au gouvernement. Immanquablement. Et alors, ils auront leur chance, peut-être!

Barre déclare avoir une autre politique et agrémente ses propos de considérations économicopolitiques sur la nécessité de davantage de rigueur pour les travailleurs et de libéralité pour les entreprises. Ce n'est pas très nou-

veau mais, bref, il aurait une autre politique et donc n'est pas pour la cohabitation. Pourquoi? Parce qu'il mise sur le discrédit dont ses petits copains des grands partis risquent de se couvrir de 1986 à 1988. Gouverner, ça use. Barre est bien placé pour le savoir. Et lui, il bigle plus loin. Il se prépare pour 1988. Il spéculé sur le fait que lorsque les autres se seront usés, il pourra dire qu'il l'avait bien dit, que la cohabitation était une mauvaise politique. Lui, en 1988, pourra arriver vêtu de lin blanc... et se porter candidat à réparer les dégâts des autres.

En somme, on assiste à une certaine division spontanée du travail au sein de la droite. Il faut bien que certains se dévouent pour 1986, et que d'autres préparent des échéances plus lointaines, même si tous ces cal-

culs peuvent être défaits et refaits.

Du côté de la gauche, c'est Rocard qui fait parler la presse: il est dans le gouvernement, puis dehors. En dehors du PS puis dedans, puis à nouveau dehors? Bref, il manie l'art et la manière, ou la manière sans art, de se distinguer pour avoir encore un peu de crédit quand les autres n'en auront plus. Dur, dur... Sur-tout que Rocard vieillit. Le petit Fabius, le jeune Fabius lui fait concurrence. Il est moins décati. Et il a un passé irréprochable. Il n'a jamais soutenu aucune révolte étudiante, lui. Quand il était jeune, il n'a fait que du ski ou du cheval. Alors, si Rocard voit jusqu'en 1988, Fabius, lui, a la vue qui porte jusqu'en 1995!

L'intérêt de la population laborieuse dans tout cela? De quoi on parle au juste?

Vider les usines n'empêche pas de bourrer les coffres

La rentrée est riche pour certains. Le journal *investir* du 7 septembre relève un record absolu : plus de 50 milliards de francs échangés à la bourse au mois d'août.

Pour les huit premiers mois de l'année, la bourse aurait fait un chiffre jamais atteint : 493 milliards échangés contre 285 l'année précédente.

Les bourgeois ont de l'argent en poche, ou en actions. Pas en actions destinées à de vrais investissements dans la production, pour l'accumulation de marchandises, de produits utiles ou indispensables, ce qui réduirait le chômage par la même occasion.

Non, les actions des bourgeois sont spéculatives. Ce sont des opérations financières qui accroissent leurs profits, grossissent leurs coffres ou leurs comptes. Dont c'est la vocation, du moins.

Pendant ce temps, on licencie de plus en plus. L'été s'est passé sous le signe des fermetures d'entreprises et des plans de reconversion. Chaque semaine a connu son contingent d'annonces de licenciements collectifs, au point d'atteindre, fin juillet, 5 000 licenciements par semaine.

Cela n'empêche pas qu'on continue à nous dire qu'il faut sauver ou aider les entreprises. C'est patrons et gouvernement qui nous disent cela. Il faudrait accepter les licenciements, le blocage des salaires, pour que les entreprises dégagent des profits et investissements.

L'escroquerie consiste à associer ces deux termes : « faire des profits » et « investir ». Comme si

ça allait de pair ; comme si les profits s'accompagnaient automatiquement de l'investissement dans la production. Comme si accroître les profits, c'était aider les entreprises.

Mais non. Pas du tout. Les capitalistes savent bien, tous autant qu'ils sont, petits ou grands, qu'on peut faire des profits sans réinvestir pour produire des marchandises. Ils savent qu'on peut faire des profits plus sûrs en plaçant ses fonds dans la finance, et récupérer ainsi davantage d'espèces monétaires qu'on y a mises — intérêts financiers, en plus du capital.

Alors, ces investissements-là, purement financiers, ne contribuent pas à accroître les richesses matérielles de la société, ce sont au contraire autant de capitaux qu'on détourne de la production qui n'engendrent pas davantage de nourriture, de logements, de moyens de transport, de vêtements. Ces investissements-là fabriquent simplement davantage de papier-monnaie. Et le marché est tellement « porteur » comme ils disent, qu'on invente de nouvelles formes de papier-monnaie pour faciliter les spéculations.

Les profits s'accumulent donc, et eux seuls. Les espèces monétaires se multiplient, et elles seules. Capitaux, intérêts et dettes s'amoncellent, et rien qu'eux.

C'est pourquoi les bourgeois se portent bien, comptes ouverts et coffres pleins, tandis que les entreprises, de plus en plus, offrent portes closes et ateliers vides.

N.M.



Le seul marché en extension : celui du papier-monnaie

Deux nouveautés financières ont été annoncées par le gouvernement : l'élargissement de l'accès au marché des « bons du Trésor » et du « papier commercial ».

Ce « papier commercial » nouveau style, ou ces bons du Trésor particuliers, il y a peu de chances que nos lecteurs en aient un jour en main. Ils sont destinés aux capitalistes, en particulier à ceux qui font des profits, qui se refusent à les réinvestir dans la production. La nouvelle trouvaille est destinée à faciliter l'utilisation spéculative de ces fonds.

Nombre de capitalistes ont de l'argent frais, beaucoup parfois, ce qu'un journaliste du *Monde* appelle l'existence d'une « épargne financière au développement explosif ». Le problème des détenteurs de capitaux est d'arrondir cette épargne, de la façon la plus rapide et la moins risquée possible. Alors, aux moyens multiples et variés de spéculer avec cet argent, par le biais d'achats d'actions et autres titres, l'Etat vient

d'ajouter de nouveaux moyens.

Jusqu'ici, le « papier commercial » — ou reconnaissance de dettes — était négociable seulement auprès des banques. Désormais, des capitalistes pourront directement prêter à court terme à des entreprises (à un taux de l'ordre de 9,75 % actuellement). En garantie, ces entreprises leur remettront du « papier commercial » c'est-à-dire des reconnaissances de dettes, pouvant à leur tour être échangées et négociées.

Quant à l'élargissement du marché des « bons du Trésor en comptes courants », il s'agit de rendre ces bons du Trésor, qui sont des reconnaissances de dettes sur des emprunts d'Etat à court terme, achatables non plus seulement par les banques mais aussi par des particuliers ou des entreprises.

A cela s'ajoute la mise en place cette année des « certificats de dépôt négociables », une autre innovation encore, qui permet à ceux qui possèdent des capitaux d'acheter

des reconnaissances de dettes des banques.

Si cette agitation de l'Etat autour des besoins des capitalistes révèle une chose, c'est que tout ce monde de la bourgeoisie a des moyens financiers qu'il cherche à faire fructifier. Les experts financiers en tout genre travaillent donc de la matière grise pour inventer de nouveaux moyens de répondre à cette demande ou, souvent d'ailleurs, simplement pour copier ce qui existe déjà aux Etats-Unis. Si vous possédez quelques millions ou milliards de francs, vous pouvez donc vous retrouver au bout de quelque temps avec les mêmes millions ou milliards, augmentés de 10 % ou 20 % ou plus, selon le moyen choisi, sans avoir rien fait pour cela sinon jouer avec ces papiers-monnaies en tout genre.

Voilà à quoi s'amuse les riches aujourd'hui, avec l'aide attentionnée du gouvernement ; jusqu'à ce que, à force de faire du fric avec du papier, leur système s'écroule comme château de cartes ?

USA

Le crédit agricole au bord de la faillite

Une nouvelle faillite bancaire menace aujourd'hui les Etats-Unis, celle du système fédéral du crédit agricole. Il avait dans le passé la réputation d'être « plus solide que l'or », il est aujourd'hui, après quatre années de méventes agricoles, gangrené par la

dette des fermiers américains.

679 000 fermes représentent l'essentiel de l'agriculture américaine. Une sur trois est aujourd'hui aux prises avec un endettement qui la met au bord de la faillite.

Dès maintenant, 43 000 fermes ont plus de dettes que de biens à réaliser. 100 000 fermes ont 100 milliards de dettes qui ne pourront être remboursés qu'en vendant ces fermes. Et si les prix restent bas encore trois ans, c'est un nouveau contingent de cent mille fermes qui sera touché.

La dette agricole totale est estimée à 210 milliards de dollars. 74 milliards de ces dollars sont actuellement entre les mains du crédit agri-

cole américain. A titre d'exemple, la Continental Illinois avait 40 milliards de dollars dehors quand elle a fait faillite. Il a fallu que l'Etat fédéral américain lui prête 4,5 milliards pour éviter la catastrophe. Il faut cette fois 11 milliards au crédit agricole.

Le dossier est pour le moment sur le bureau du président Reagan, qui devra, s'il choisit d'aider cette banque, faire une entorse de plus à sa Bible de « libéralisme économique », mais la décision est d'autant plus urgente que certains experts estiment que c'est un risque plus grand pour le système américain de crédit que celui représenté par la dette du Tiers Monde.

J.F.

PCV : plus câblé... vacherie !

Depuis le 1^{er} septembre, il n'est plus possible de téléphoner en PCV. Plus question donc d'appeler ainsi le 22 à Asnières. Appelez donc New York : les PCV internationaux sont maintenant ! Mais attention, cela

ne concerne ni Pointe-à-Pitre, ni Fort-de-France, ni Nouméa. Les DOM-TOM, à des milliers de kilomètres d'ici, c'est encore la France... pour les PTT.

Le prétexte à cette restriction du service public

serait qu'il est désormais possible de se faire appeler par son correspondant dans une cabine publique... à condition — ce que ne précisent pas les PTT, comme de bien entendu — d'en trouver une qui fonctionne !

La sécurité vendue à la rentabilité



Après le déraillement d'Argenton-sur-Creuse (AFP).



L'accident du DC.9 à Milwaukee qui fit 31 morts (aucun survivant) le 6 septembre dernier (AFP).

André Chadeau est donc la dernière victime en date de la SNCF, et la seule qu'on ne regrettera pas. Démissionnaire et surtout démissionné, il s'en va. Il quitte la présidence de la SNCF où il sera remplacé par Philippe Essig, actuel directeur général de la RATP. Petit déplacement de grands commis de l'Etat qui permet au gouvernement de se dédouaner à bon compte des catastrophes ferroviaires de cet été. Chadeau paye les pots cassés et pour une fois, c'est un lampiste de haut rang qui écope. Ce n'est certainement ni nous, ni les cheminots qui le regretteront, même si cela ne changera rigoureusement rien à la situation de la SNCF. La politique de rentabilisation qu'Essig menait à la RATP, il entend certainement tout aussi bien la mener à la SNCF.

L'amélioration des résultats financiers de la SNCF par l'augmentation du trafic et surtout les économies du « coût de production » restent toujours l'objectif visé. Et à atteindre au prix d'une réduction considérable des effectifs cheminots et des investissements, avec les conséquences que cela n'a pas manqué et ne manquera pas d'avoir encore à l'avenir sur la sécurité de tous, usagers comme cheminots. Et comment pourrait-il en être autrement, alors qu'après les catastrophes successives de Saint-Pierre-du-Vauvray, Flaujac, Argenton-sur-Creuse, et tout récemment Novéant (qui n'a heureusement fait que quatre blessés), on continue à nous tenir le langage de la rentabilité à tous crins ? Au diable les investissements : l'argent manque pour moderniser vraiment les réseaux et en particulier — ce qui serait de première urgence — les installations de sécurité. Un seul exemple : 6 500 kilomètres de voies uniques sont actuellement destinés au transport de voyageurs. Leur moder-

nisation par l'installation d'un système de communication sol-train en particulier coûterait entre 2 et 5 milliards, ce qui n'est guère envisageable, explique la SNCF, compte tenu des frais liés à la mise en place du TGV Atlantique entre autres. En conséquence, seuls 4 000 kilomètres de ces lignes seront équipés en système sol-train, et encore, en cinq ans ! On comprend que Chadeau, avant de quitter son fauteuil de président de la SNCF, ait préféré annuler la campagne de publicité prévue sur le thème : « Merci le train ».

Et ce sont les mêmes qui dénoncent l'erreur humaine, appellent les cheminots à se « ressaisir » pour que ce grand service public qu'est la SNCF ne perde pas sa réputation, qui expliquent que le progrès technique, c'est beau et efficace, mais c'est d'un coût trop élevé pour pouvoir être mis en œuvre correctement et largement !

Alors, on équipe pour le prestige quelques lignes vitrées de TGV et on lésine sur tout le reste, laissant se dégrader lentement mais sûrement la qualité du transport par chemin de fer et donc la sécurité qu'il est capable de garantir aux voyageurs.

Ce n'est pas seulement vrai pour la SNCF d'ailleurs, comme l'ont montré les récentes et successives catastrophes aériennes. En matière d'aviation civile aussi, la recherche de la rentabilité maximum règne. Et tant pis pour la sécurité ! On passe sur des avaries considérées comme mineures, comme celles par exemple qui avaient été relevées par les techniciens travaillant sur les réacteurs de Boeing 747 de Manchester, dans lequel devaient périr, le 21 août dernier, 54 personnes. C'est le Syndicat National des Officiers Mécaniciens de l'Aviation Civile (SNOMAC) qui, après l'écrasement à Milwaukee, aux Etats-Unis, d'un DC9

causant la mort de 31 personnes, dénonçait « la tendance à l'assouplissement des normes et les risques induits » (les Echos du 9 septembre). Là encore, les coûts d'exploitation devaient être abaissés, rentabilité oblige. Et c'est ainsi que l'on apprend — toujours après coup — que la compagnie japonaise JAL — dont un Boeing 747 perdait sa queue en vol, causant la mort de 520 personnes — avait une politique de maintenance des appareils un peu trop laxiste. C'est la société Boeing elle-même qui reconnaît que, déjà, en 1978, les réparations sur ce même appareil n'avaient pas été faites dans les normes : deux rangs de rivets, au lieu des trois normalement prévus, avaient été posés pour consolider les soudures d'une cloison arrière de l'appareil. Des dix issues de secours d'origine sur les Boeing 747, on était passé peu à peu aux Etats-Unis à huit... pour gagner des places assises ; la British Airways faisait bientôt de même et Air-France s'apprêterait aujourd'hui à emboîter le pas...

Certes, toutes ces petites négligences, ces mesquines économies, ce grignotage sur la sécurité au profit de la rentabilité ne peuvent être tenus pour absolument responsables des catastrophes récentes. Mais leur accumulation, cette recherche systématique et tous azimuts de l'économie en hommes, en matériel, en technique, conduit peu à peu à une dégradation incontestable des conditions de sécurité dans les moyens de transport les plus perfectionnés, ceux qui a priori devraient donc être les plus sûrs. Mais en ce domaine aussi, les populations des pays les plus industrialisés payent — et parfois de leur vie — leur rançon à cette course au profit qui commande y compris les services dits publics.

Lucienne PLAIN.

Les bateliers en colère



Le mécontentement s'amplifie chez les bateliers. Ils maintiennent un barrage à Paris, en plein centre de la capitale ; mardi 10 septembre, à Rouen, un autre barrage a empêché le transport de pièces de la fusée Ariane. Parallèlement, des actions plus violentes ont eu lieu : dans la nuit de dimanche à lundi, une locomotive a été incendiée à Meaux, ainsi que plusieurs wagons d'un train de marchandises à Rouen.

Pour les bateliers, en effet, la SNCF est la cible principale, qu'ils accusent de « concurrence déloyale », notamment en ce qui concerne le transport de céréales. Ils demandent que 2 % du trafic leur soient attribués d'office.

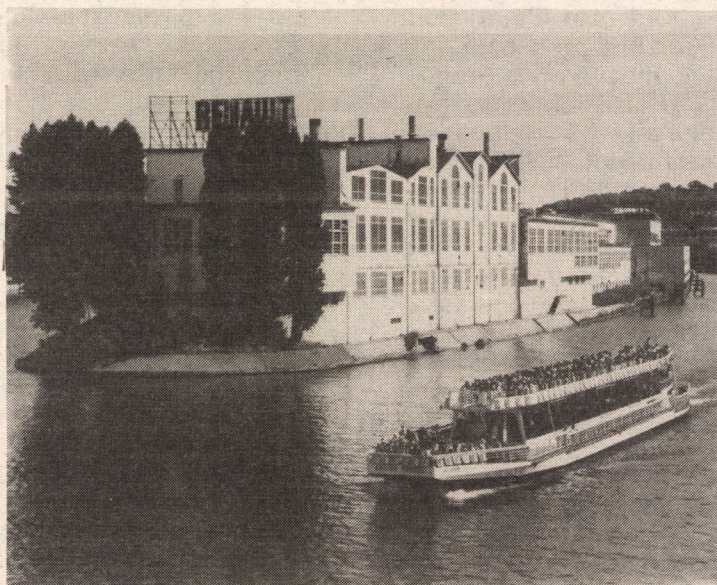
Les marins sont de moins en moins nombreux à pratiquer ce métier. 80 % d'entre eux sont propriétaires d'un seul bateau. En temps ordinaire déjà, ils ne roulent donc pas sur l'or, mais cet été, la situation s'est aggravée pour eux. Les bonnes récoltes de céréales se sont traduites par une baisse générale des

cours et, paradoxalement, par une baisse importante des transactions. L'essentiel des transports de céréales qu'obtiennent habituellement les bateliers a été effectué par la SNCF. Certains d'entre eux sont restés plus d'un mois sans avoir un seul chargement, et ils ressentent durement le manque à gagner.

Les transports fluviaux sont de plus en plus délaissés en France au profit du rail ou de la route. Les canaux sont trop petits, anciens, et souvent peu entretenus. Les bateliers font les frais de la situation. Mais ce n'est pas parce que l'Etat considère que leur mode de transport est dépassé que les marins acceptent de disparaître. Ils se battent et les autres travailleurs ne peuvent qu'en être solidaires, contre cet Etat qui ne dispense ses faveurs qu'aux riches tandis que les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou artisans bateliers, sont livrés au chômage ou à une situation qui ne vaut guère mieux.

Marianne LAMIRAL

Renault, déjà classé monument historique ?



Les péniches qui bloquent la Seine à Paris ont coupé les ailes des bateaux-mouches. Plus moyen de remonter le fleuve au-delà du pont Alexandre III. On peut juste redescendre vers Billancourt.

Alors les capitaines de bateaux-touristes ont troqué l'île de la Cité contre

l'île Seguin, et les tours de Notre-Dame contre les cheminées de Renault. Les voilà site « classé » et non « cassé ».

Les touristes japonais vont retourner au pays du soleil levant plus éclairés sur l'argot type que sur l'art gothique.

5-8
septembre 1915

En pleine guerre mondiale la conférence de Zimmerwald faisait entendre la voix de l'internationalisme

Il y a 70 ans, du 5 au 8 septembre 1915, 39 socialistes, venus de onze pays, se réunissaient dans le village de Zimmerwald, près de Berne. Ces délégués qui « *priront place, en se serrant, dans quatre voitures et gagnèrent la montagne* », comme le raconte Trotsky dans *Ma vie*, représentaient tout ce que le mouvement ouvrier mondial comptait encore comme militants internationalistes. « *Les passants considéraient avec curiosité ce convoi extraordinaire* », écrit Trotsky. « *Les délégués eux-mêmes plaisantaient, disant qu'un demi-siècle après la fondation de la Ière Internationale, il était possible de transporter tous les internationalistes dans quatre voitures* ».

C'est donc une infime minorité de militants qui se réunit à Zimmerwald. Mais, deux à quatre ans plus tard, ce sont des millions de travailleurs qui se reconnaissent en eux.

Car quand la révolte contre la barbarie impérialiste fit se lever la vague révolutionnaire, c'est vers les idées révolutionnaires internationalistes, vers ces idées, que défendirent seuls cette poignée de militants, mais qui représentaient l'avenir de la lutte sociale, que les travailleurs se tournèrent.

L'EFFONDREMENT DES PARTIS SOCIALISTES

Avant la guerre pourtant, le mouvement socialiste semblait puissant, fidèle à son idéal. C'était une force avec qui la société devait compter, et qui se concrétisait par des députés, des conseillers municipaux, multiples reconnaissances de son poids. Mais cette force fut aussi sa faiblesse. Car au lieu d'aboutir à faire exploser le système de l'intérieur, ce fut elle qui fut domestiquée par le système. La guerre le révéla brutalement.

Avant 1914, les partis socialistes tenaient encore des congrès internationaux où ils stigmatisaient les risques de guerre et déclaraient vouloir combattre le prochain conflit par la grève générale. Et ils parlaient encore aussi de la société socialiste à établir et du capitalisme à renverser. Mais tout cela n'était pour eux que des phrases.

Dès août 1914 en France, le Parti Socialiste, qui recueillait 1,3 million de voix et avait 103 députés, vota les crédits de guerre. Jules Guesde, Marcel Sembat, entrèrent au gouvernement. Le Parti Socialiste commenta cette décision en ces termes : « *C'est l'avenir de la nation, c'est de la vie de la France qu'il s'agit aujourd'hui. Le parti n'a pas hésité* ». En Belgique, le dirigeant du Parti Socialiste, dirigeant de la Seconde Internationale, Vandervelde, entra lui aussi au gouvernement. En Allemagne, le Parti Socialiste qui comptait 4 250 000 voix, le plus important parti d'Europe, avec 110 députés, vota les crédits de guerre. Seuls 14 députés au sein de sa fraction parlementaire discutèrent cette décision. En Angleterre aussi, les socialistes de la Seconde Internationale participèrent à l'Union sacrée.

UNE PARTICIPATION DISPARATE

Au milieu de cette vague chauvine qui emportait les classes ouvrières et leurs organisations, seuls quelques internationalistes surnageaient. En Europe occidentale, seul le Parti Socialiste Italien avait refusé de se rallier à la politique guerrière de sa bourgeoisie. Pour la Russie, le Parti Bolchevik autour de Lénine et des militants internationalistes comme Trotsky, en Allemagne une poignée de militants autour de Liebknecht et Rosa Luxemburg, en France, des syndicalistes comme Merrheim, Rosmer, Monatte ; en Hollande des personnalités comme Henriette Roland Horst, seuls, s'affirmaient encore internationalistes.

Ils eurent à combattre et leurs propres partis, et leurs propres appareils d'Etat qui tentaient ensemble de les réduire au silence.

Pour les partis socialistes passés au service de leurs bourgeoisies respectives, il n'était plus question bien sûr de relations internationales.

Deux réunions internationales eurent pourtant lieu : celle des femmes socialistes, qui se tint à Berne en mars 1915, et celle des jeunes socialistes, en avril 1915. Là, des militants dénoncèrent la guerre comme impérialiste, et affirmèrent leur volonté qu'à nouveau les militants socialistes renouent des liens comme devaient le faire ceux qui militent au nom du prolétariat mondial.

Ces deux réunions furent le prélude à la conférence de Zimmerwald. Regroupant cette fois non seulement les organisations de femmes ou de jeunesse, elle appelait les militants socialistes restés internationalistes, de tous les pays, à se réunir. En fait, alors que pour certains militants comme les bolcheviks



Karl Liebknecht lors d'un meeting à Berlin au lendemain de la guerre (Photo Viollet)

il était clair que la IIème Internationale avait failli et que l'heure était à la construction d'une IIIème Internationale, pour nombre de militants internationalistes européens, la situation n'était pas aussi claire.

En fait, la quarantaine de délégués qui y assista était profondément disparate. Certains d'entre eux n'étaient que des opportunistes en quête d'un camouflage, comme par exemple Ledebour, un des délégués allemands, qui avait voté les crédits de guerre et qui, à la conférence même, affirmait encore ne pas le regretter. D'autres encore étaient d'un internationalisme bien timoré comme Merrheim, qui répondait à Lénine : « *Je ne suis pas venu ici pour créer une Troisième Internationale. Je suis venu pour jeter et pour faire entendre le cri de ma conscience angoissée au prolétariat de tous les pays, pour qu'il se dresse internationalement contre la guerre* »...

Nombre de participants en effet voulaient y manifester leur opposition à la guerre, leur volonté de reprise des relations internationales entre les socialistes, et leur politique se résumait à l'exigence d'une paix immédiate et sans annexions.

LA POSITION DE LÉNINE

Pour Lénine par contre, revendiquer la paix sans préciser par quels moyens les révolutionnaires pensaient possible d'y parvenir, c'était selon lui des phrases dérisoires. Les révolutionnaires ne pouvaient pas être des pacifistes. Pour mettre fin à la guerre, il n'y avait pas d'autre moyen que le renversement de l'ordre bourgeois, par la guerre civile. Et pour cela,

expliquait-il, les révolutionnaires doivent œuvrer à la défaite de leur propre bourgeoisie. Et cela par tous les moyens, légaux comme illégaux.

Et les militants socialistes, poursuivait Lénine, ne devaient plus permettre d'accorder aucun crédit aux partis faillis de la IIème Internationale. De nouveaux partis révolutionnaires, une nouvelle Internationale étaient à reconstruire, et les militants socialistes devaient clairement affirmer ces buts, en dénonçant les socialistes chauvins de leurs propres pays, en exigeant leur démission des ministères et le vote contre les crédits de guerre.

« *Cette lutte exige la sortie des socialistes des ministères, elle impose aux représentants de la classe ouvrière le devoir de dénoncer le caractère capitaliste-antisocialiste de la guerre des tribunes des parlements, dans les journaux et, là où cela ne peut se faire dans la presse légale, de recourir à la presse illégale, de lutter de la manière la plus énergique contre le social-patriotisme, de profiter de tout mouvement des masses provoqué par la guerre (misère, grandes défaites), pour organiser des manifestations dans les rues contre les gouvernements, de faire de la propagande de solidarité internationale dans les tranchées, d'encourager les grèves économiques et de les transformer, si les circonstances y sont favorables, en des grèves politiques. Guerre civile et non pas Union sacrée, voilà notre devise* » écrivait ainsi suivant Lénine, ceux qu'on appela « la gauche zimmerwaldienne ».

Là aussi Lénine et les bolcheviks allaient à l'encontre des opinions de la majeure partie des participants à la conférence,

pour qui le risque de scission dans les partis socialistes paraissait plus épouvantable que la confusion entre les deux courants.

En fait, la conférence montrait que parmi les participants se dessinaient trois courants : une droite, un centre et une « gauche zimmerwaldienne », qui ne rassemblait qu'une minorité de délégués, outre les délégués russes du Parti Bolchevik. La conférence adopta une résolution bien plus modérée que leurs positions, reflétant les divisions parmi les participants.

Mais la conférence de Zimmerwald fut cependant un grand pas en avant. Lénine en commentait en ces termes les résultats : « *Notre Comité central devait-il signer ce manifeste inconséquent et timoré ? Nous pensons que oui... Que ce manifeste constitue un pas en avant vers la lutte réelle avec l'opportunisme, vers la rupture et la scission, c'est un fait acquis. Il serait d'un sectaire de refuser de faire ce pas avec la minorité des Allemands, des Français, des Suédois, des Norvégiens, des Suisses, alors que nous conservons notre pleine liberté de mouvement et la liberté entière de critiquer les inconséquences présentes, en travaillant pour de plus grands résultats* ». La conférence de Zimmerwald avait en effet permis aux internationalistes de commencer à s'organiser, de faire connaître leur existence et de préparer l'organisation d'une autre conférence, celle de Kienthal l'année suivante. Devant les peuples broyés par la guerre, elle permettait d'affirmer qu'il y avait encore des militants socialistes pour qui la lutte du prolétariat pour son émancipation continuait.

Nelly MEYER

Badinter : C'est des triplés



(AFP)

Trois juges d'instruction au lieu d'un. Robert Badinter est donc décidé à tripler la dose dans son projet de réforme de l'instruction judiciaire. « S'il y a un enfant de moi, c'est celui-là », a-t-il déclaré. En fait, ce sont des triplés !

Est-ce que Maman justice s'en portera mieux, c'est à voir. Car le nombre ne fait rien à l'affaire. En tout cas, les tribunaux fort bien garnis de jurés, juges, procureurs et autres substituts n'ont jamais empêché les erreurs judiciaires et les condamnations injustifiées.

Il paraîtrait pourtant qu'une instruction collégiale, « c'est limiter les risques (...) d'erreur d'appréciation », selon Fabius. Peut-être oui. Peut-être non. Cette soudaine volonté de réforme intervient en pleine affaire Grégory — il fallait bien montrer à l'opinion

publique que le gouvernement faisait quelque chose —, affaire dans laquelle le juge Lambert patauge. Mais il n'est pas le seul. Et est-ce que trois juges pataugeraient moins ? Allez savoir.

L'instruction collégiale pourrait d'ailleurs tout aussi bien permettre à l'occasion d'assagir un membre trop curieux ou trop intègre du trio, servir à imposer silence ou à neutraliser un petit juge un peu trop fouineur du côté des puissants.

Non, décidément, la quantité de juges en ligne ne garantit en rien la qualité de l'instruction et une justice mieux rendue. Par contre, Badinter va peut-être donner des idées à son collègue des Transports... pour doubler les conducteurs de trains de voyageurs. Voilà qui serait autrement plus utile !

Esthétique industrielle

D'après l'Humanité du lundi 9 septembre, la société Darty a licencié un de ses employés, Eric Peruchetti, parce qu'il avait les cheveux trop longs.

Il y a quelques semaines, c'est le directeur d'une

agence de la BRED de Créteil qui avait licencié un employé pour ses cheveux. Lui, on lui reprochait plutôt de les avoir trop courts.

Bref, l'emploi : de quoi se faire des cheveux !

Bonjour les dégâts

A ce qu'il paraît, le Parti Socialiste aurait choisi pour sa campagne électorale de 1986 l'agence de publicité Partner.

Celle-ci a déjà une solide renommée. Elle a conçu le fameux « Un verre, ça va... Trois verres, bonjour les

dégâts ! » et aussi la campagne « Merci le train » que la SNCF vient de faire annuler du fait des récentes catastrophes.

Que le PS s'adresse à une boîte de pub spécialisée dans les causes perdues, voilà qui en dit long sur son moral.

Il y a encore des stalinien

La presse française a quasiment passé sous silence le cinquantième anniversaire d'une performance quasi unique au monde, celle de cet ouvrier soviétique, Stakhanov, qui, dans la nuit du 30 au 31 août 1935, réussissait à extraire tout seul 102 tonnes de charbon en moins de six heures. Certes, Alexis Gregoriévitch Stakhanov avait été un peu aidé. Mais c'était quand même dix fois plus que le record détenu à l'époque par un mineur britannique. Et surtout quatorze fois plus que la norme alors en vigueur en URSS et que Staline, fort du modèle Stakhanov, allait chercher à augmenter.

Mais qui ose aujourd'hui évoquer, et surtout vanter ces temps du stalinisme ? Personne au Parti Communiste. Rayé des mémoires ! Mais quelqu'un pourtant... au CNPF, ou pas loin : l'éditorialiste du quotidien patronal Les Echos.

Eh oui, on peut lire dans l'éditorial du mercredi 11 septembre — et finalement, il y a une logique à cela : « Il est grand temps de tirer la véritable leçon donnée par ce mineur soviétique. Stakhanov n'était pas un surhomme. Il était, c'est sûr, plus doué que les autres, mais surtout il ne pensait qu'à son travail lorsqu'il arrivait à la mine.

Et on peut parier sans risque qu'il n'aurait jamais extrait 102 tonnes de charbon en six heures si sa journée avait comporté trois pauses café, deux heures de bavardage, une réunion syndicale, un coup de fil pour prendre des nouvelles du petit qui tousse et quatre soi-disant « arrêts-pipi » permettant en fait de faire fonctionner les fameuses « radios-couloirs » installées dans la plupart des entreprises.

Alors, il faut bien se poser la question. Et si, en réalité, Stakhanov avait été le seul homme à travailler normalement ? »

Mathé père-sévère

« La nouvelle maladie d'amour : pire que le SIDA » titrait Le Journal du Dimanche, en gros et à la Une. L'hebdomadaire accordait une large publicité aux révélations d'un éminent cancérologue, le professeur Mathé, selon lequel 20 % des cancers seraient sexuellement transmissibles. Des virus baptisés « Papova » en seraient responsables, et on se les passerait par voie buccale ou génitale.

Ce serait plus dramatique encore que le SIDA, car la contamination menacerait tous les couples. De quoi faire frémir, et pas de plaisir !

Evidemment, la suite de l'article rassurait un peu. Le professeur Mathé serait « moraliste autant que chercheur et soignant », nous disait-on. Il serait parmi ces médecins hostiles au « relâchement des mœurs », hostiles à la pilule et à l'IVG. Bref, réactionnaire. Et d'ici à ce qu'il en rajoute !

Le journal Le Monde du

mardi 10 septembre affirmait d'ailleurs que les études épidémiologiques infirmaient les thèses de Georges Mathé. La fréquence des cancers utérins n'aurait pas changé depuis vingt ans — depuis la pilule, puis l'avortement légalisé. Au contraire, le taux de mortalité diminuerait en raison de la surveillance gynécologique accrue, précisément liée à la contraception. Les cancers génitaux seraient par contre 100 ou 200 fois plus fréquents dans les pays sous-développés où le niveau de vie et d'hygiène est faible.

Evidemment, nous ne trancherons pas en matière médicale, même s'il est probable que Mathé cherche à faire avaler une pilule de sa fabrication.

Il doit lui manquer quelque chose, cependant, pour croire que les effets dissuasifs et moralisants du virus « Papova » puissent l'emporter contre le virus amoureux, autrement plus actif... chez les individus normaux.

PC : nouveau virage de 45 à 0°... d'alcool ?



Un article indigné de l'Humanité-Dimanche du 8 septembre dénonce une feuille patronale qui « publie les propositions d'entreprises étrangères décidées à conquérir le marché français » et s'en prend au « patronat prêt à ouvrir l'Hexagone à la concurrence extérieure » et à devenir « sous-traitant de quelques firmes étrangères en se lançant dans l'importation de produits made in

USA ».

Qu'après ces belles envolées nationalistes, trois grandes pages de publicité étalent les mérites de deux poisons bien de chez nous, Pastis 51 et Ricard, quoi de plus naturel ? Mais on reste perplexe devant la vignette de la fête de l'Humanité qui vante — ô surprise — cet affreux breuvage impérialiste made in USA, le Coca-Cola !

Marchands de mort

Dimanche 8 septembre, Téhéran annonçait qu'une offensive iranienne dans la zone nord du front avait fait 2 000 morts et plusieurs milliers de blessés dans les rangs irakiens. Bagdad, de son côté, annonçait le lendemain la mort de 2 500 soldats iraniens.

Au même moment, les cinq Super-Étendard que la France avait obligeamment

loués à l'Irak en 1983 rentraient au bercail pour être remis en état... et reloués au prix fort ? Peut-être pas, puisque les Mirage F1 de Dassault équipés de missiles Exocet viennent d'être livrés à l'Irak.

La guerre ? Les dizaines de milliers de victimes ? Un marché florissant pour les marchands de canons, d'ici et d'ailleurs.

Tiers Monde, bientôt monde entier!

Quatre ans après la vague d'émeutes qui avait secoué les quartiers ouvriers britanniques en juillet 1981, Birmingham vient de connaître deux nuits d'affrontements. Bilan : deux morts et plusieurs dizaines de blessés.

Comme en 1981, les affrontements ont opposé des centaines de jeunes en colère à une police vomie de tous. Comme en 1981, le mouvement semble s'étendre à d'autres villes du pays. Comme en 1981, le chômage généralisé dans la jeunesse et une police raciste remettent le feu aux poudres : de véritables émeutes de la misère explosent.

Eh oui, avec la crise, les pays riches, leurs citadelles et sites protégés connaissent aussi, de plus en plus, dénuement et révoltes. Eux aussi ont désormais leurs ghettos, leurs édifices publics incendiés, leurs magasins pillés par une jeunesse qui est de toutes les couleurs, et en fait voir de toutes les couleurs ! Eux aussi ont aussi le Tiers Monde à leurs portes ou dans leur cœur.

Certes les zones de Tiers Monde des pays riches sont encore limitées, circonscrites géographiquement. La France a connu récemment Marseille. L'Angleterre connaît Birmingham et autres. Et les riches peuvent commencer à trembler devant ces Amérique latine ou Afrique, grandies sous leurs fenêtres, ou pas loin.

Les nantis de la vieille Angleterre ne sont plus à l'abri. La pourriture qu'ils ont semée dans le monde, par l'exploitation et l'oppression, gagne du terrain ; elle se rapproche, et elle se manifeste en toute violence.

Alors, vive cette violence ! Elle n'a probablement pas que des bons côtés. Mais c'est un lot. Et c'est juste que les riches et les nantis paient le prix, chez eux.

Au cours des années de prospérité, les Maîtres de forges de Birmingham, les capitalistes de la chimie,

des industries d'armement ont engrangé des sommes fabuleuses qui sont à peine écornées par la crise actuelle. Une crise économique engendrée par l'aberration de leur système. Une crise dont ils sont, eux et tous leurs semblables de par le monde, les responsables, et qui transforme aujourd'hui les quartiers ouvriers de Birmingham et de tant d'autres villes industrielles en bouges sordides pour les travailleurs et les jeunes, réduits au chômage et à la misère.

Dans le quartier de Handsworth où ont éclaté les premiers affrontements, un habitant sur deux en âge de travailler est sans emploi, et parmi les plus démunis des démunis, les nombreuses familles immigrées — en majorité originaires de la Jamaïque — sont encore



Birmingham, lors des émeutes de 1981.

plus durement touchées.

Alors les bourgeois de Birmingham, dans leurs beaux quartiers, ne sont plus si loin de ces jeunes en révolte qu'ils méprisent et qualifient — en écho à Thatcher — de criminels et de « truands que la drogue rend fous ». Ils ne peuvent plus se croire ni se sentir à l'abri.

Ce n'est plus seulement à l'autre bout du monde, dans les lointaines colonies hier, dans les lointaines ex-colonies aujourd'hui, où règnent le plus souvent des régimes à leur botte, que le capitalisme britannique et toutes les puissances impérialistes engendrent misère et oppression.

C'est au cœur même des métropoles capitalistes. Leur crise économique, ils voudraient la faire payer de plus en plus durement et directement à leur propre classe ouvrière. Et ils la lui font payer.

Mais ils pourraient récupérer la monnaie de leur pièce. A semer le vent, on récolte la tempête.

Et les grands Etats impérialistes, qui se prétendent démocratiques et ne sont en effet pas exactement des dictatures, sont encore mal préparés aux chocs des révoltes de jeunes qui manient les boulons, l'incendie et les pillages. Les flics résistent mal aux jets de pierres, voire de

cocktails Molotov, quand des centaines de jeunes les lancent. Ils ne sont pas encore habitués.

Les riches vont apprendre, certes. Et les plus belles démocraties peuvent vite devenir dictatures, si la crise s'aggrave encore, et avec elle les révoltes de prolétaires. Avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'Allemagne était un des pays les plus démocratiques du monde.

Alors tout est possible, le pire comme le meilleur. Car ces révoltes des ghettos de Marseille ou Birmingham peuvent apprendre et devenir une force révolutionnaire.

François ROULEAU

Dix ans d'une situation de plus en plus explosive

Depuis le début de la crise, au milieu des années 70, les quartiers ouvriers des grandes villes britanniques ont été à maintes reprises le théâtre d'émeutes similaires à celle qui vient d'avoir lieu à Birmingham.

A deux reprises, en 1976 et en 1978, le festival jamaïcain de Notting Hill, à Londres, se transforma en émeute en riposte à l'omniprésence de la police. Les commissions d'enquête réunies au lendemain des affrontements mirent en cause l'attitude raciste et volontairement provocante de la police. Ce qui n'empêcha pas les tracasseries policières de se multiplier contre les jeunes, et en particulier contre les jeunes immigrés.

Deux ans plus tard, le 2 avril 1980, une nouvelle émeute éclatait, à la suite d'une descente de police dans un café, à Bristol, dans le quartier de Saint-Paul's, un quartier pauvre où les Jamaïcains sont nombreux. Mais cette fois-ci, bien que les jeunes de couleur soient les plus nombreux parmi les manifestants, ils n'étaient pas seuls. Sur les 134 manifestants arrêtés au cours des affrontements, on comptait 46 jeunes Anglais de souche. Il n'était plus question de parler simplement d'émeutes raciales, et d'arborer une bonne conscience qui s'appuyait sur des préjugés racistes plus ou moins répandus dans la population : c'était bel et bien la jeunesse des quartiers pauvres qui s'était révoltée.

Un an plus tard, le 10 avril 1981, ce fut le tour du quartier londonien de Brixton, qui venait juste de faire l'objet d'une opération policière contre la petite délinquance, présentée comme « exemplaire » par les autorités. Une arrestation de plus mit le feu aux poudres et la ville connut trois nuits d'affrontements, et 250 blessés. Le gouvernement Thatcher, avec d'ailleurs l'assentiment de l'ensemble des milieux politiques, crut pouvoir s'en tirer en chargeant un libéral, Lord Scarman, de constituer une commission d'enquête. L'enquête promettait de durer suffisamment longtemps pour que les passions aient le temps de s'éteindre.

Mais après un calme relatif de trois mois, le mouvement de révolte qui avait démarré à Brixton ressurgit le 4 juillet à Southall, un autre quartier pauvre de Londres. A la suite d'une atta-

que de voyous racistes contre un petit commerçant pakistanaï, des centaines de jeunes se retrouvèrent dans la rue pour régler leur compte aux racistes. L'intervention brutale de la police transforma l'affaire en émeute.

Cette fois-là, les affrontements ne restèrent pas limités à une seule ville. Dès le lendemain, des manifestants occupaient les rues des quartiers ouvriers de plusieurs grandes villes du pays. Au total, entre le 4 et le 28 juillet, plus de 75 villes connurent des affrontements, dont les plus violents eurent lieu dans le quartier de Toxteth, à Liverpool, et dans celui de Moss Side, à Manchester.

Ce n'était plus quelques centaines de jeunes de couleur, mais des dizaines de milliers de jeunes qui se révoltaient. Des jeunes dont le point commun n'était pas d'être immigrés — d'ailleurs on put voir sur les écrans de télévision que bon nombre de manifestants étaient blancs —, mais d'être pauvres, et d'en avoir assez du chômage, et de la police.

Le gouvernement tenta d'endiguer cette vague de colère en frappant fort. Des milliers de jeunes furent arrêtés — plus de 3 000 selon les chiffres officiels. Les tribunaux condamnèrent à tour de bras. Des gamins de 11 ans furent condamnés à des mois de centre de redressement. Des jeunes de 18 ans écoperent de six mois de prison pour quelques chemises prises derrière une vitrine brisée.

Dans les mois qui suivirent, le gouvernement multiplia les bonnes paroles. Des commissions furent constituées, des centres communautaires créés pour tenter de canaliser la colère des jeunes. Des dizaines de millions de francs furent attribués... à la police, pour lui permettre d'embaucher du personnel qualifié et d'établir de meilleurs rapports avec la population. Des programmes « pilotes » à long terme furent mis en place dans ce domaine dans quelques endroits soigneusement sélectionnés parmi les plus problématiques.

Et c'est justement dans l'une de ces villes « pilotes », à Handsworth, que la colère des jeunes vient de nouveau d'éclater.

F.R.

Reagan et la comédie dérisoire du « boycott »

Lundi 9 septembre, le président américain Reagan a annoncé qu'à leur tour, les Etats-Unis prendraient des mesures de rétorsion économique contre l'Afrique du Sud. Reagan, il y a peu, défendait envers et contre tout une politique dite « d'engagement constructif » à l'égard du pays de l'Apartheid, selon laquelle il fallait avoir les meilleures relations possibles avec le régime de Pretoria pour « l'aider » à en finir avec la discrimination raciale ! Il se soucie évidemment comme d'une guigne du sort des Noirs sud-africains. Son but, en annonçant ces mesures, est surtout de couper l'herbe sous le pied aux parlementaires du Congrès US, qui avaient fait de la demande de sanctions économiques un thème de leur opposition.

Mais il faut dire que les parlementaires du Congrès se laissent couper l'herbe sous le pied avec pas grand-chose, car les sanctions imaginées par Reagan, de l'avis général, n'auront aucun effet. Qu'on en juge ; il sera interdit aux sociétés américaines de vendre des ordinateurs aux agences sud-africaines chargées d'appliquer l'Apartheid ou aux forces de répression.

A croire que c'est avec des ordinateurs que la police sud-africaine fait chaque jour des morts ! Il sera aussi interdit, en principe, d'exporter matériels et technologie nucléaires au pays de l'Apartheid ; c'est de toute façon déjà le cas, car Pretoria n'a pas signé le traité de non-prolifération nucléaire. D'autre part, l'interdiction de faire des prêts au gouvernement sud-africain ne fait qu'entériner une décision déjà prise par les banques US. Quant à la défense d'importer la monnaie sud-africaine aux USA, c'est une décision qui, de toute façon ne sera sans doute jamais effective car elle nécessiterait au préalable l'accord d'un organisme international, le GATT ; on peut supposer en outre qu'au moment où le rand sud-africain perd 40 % de sa valeur, les candidats à stocker la monnaie de Pretoria se font rares !

Au même moment, du côté de l'Europe des Dix, une comédie tout aussi dérisoire se déroule. Cela fait suite au grand coup d'esbrouffe du gouvernement français. Au début du mois d'août, celui-ci avait annoncé un arrêt des investissements en Afrique

du Sud, qui n'a rien arrêté, pour la bonne raison que les capitalistes occidentaux en sont depuis longtemps à retirer leurs avoirs du pays et que, de toute façon, qui veut vraiment investir là-bas trouve toujours moyen de s'arranger. La plupart des Etats européens ayant adopté de fait des mesures du même ordre, les ministres du Marché commun tentent de se mettre d'accord pour adopter ensemble un catalogue de sanctions tout aussi symboliques que celles prises par Reagan. La décision bute encore sur l'opposition de la Grande-Bretagne, l'ancien colonisateur de l'Afrique du Sud, auprès duquel on peut supposer que le lobby pro-Apartheid est le plus influent.

A quoi riment, de toute façon, ces pseudo-mesures ou ces tergiversations ridicules ? Est-ce que, durant les dizaines d'années qu'a duré le régime raciste sud-africain, le soutien du capitalisme occidental lui a fait défaut un seul instant ? Est-ce que la bourgeoisie sud-africaine aurait pu accumuler sa richesse, sa puissance, structurer et renforcer son appareil d'Etat, son armée, sans le secours des capitaux, de la technologie, des armes européennes et américaines ? Est-ce qu'il s'est trouvé un seul des hommes politiques de la bourgeoisie occidentale pour proposer quoi que ce soit — autre que symbolique — pour s'opposer réellement à l'Apartheid ?

Non, pendant des années ces gens-là ont couvert, aidé le régime de Pretoria et commercé avec lui sans l'ombre d'un scrupule. Mais leur problème est qu'aujourd'hui, le développement de la lutte des Noirs, la tension politique qui ne cesse de monter font planer une inconnue sur l'avenir du régime sud-africain. Il semble même que, plus le régime de Pretoria résiste, plus le risque existe qu'il provoque une radicalisation de la population noire, et une situation à terme incontrôlable !

Voilà pourquoi les capitalistes occidentaux, pas très rassurés sur l'avenir des capitaux qu'ils ont placés là-bas, en sont depuis longtemps déjà à les retirer. Les gouvernements occidentaux, eux, exercent ce qu'on appelle des « pressions amicales » sur le gouvernement Botha pour l'inciter à faire à la population noire les quelques concessions qui, peut-être, pourraient détendre la situation.



En même temps, ils prennent des contacts avec les leaders modérés de l'opposition noire pour s'assurer qu'au cas où ils prendraient place dans une solution de rechange au gouvernement Botha, une coopération avec eux soit possible.

Dans ce domaine, Reagan a montré la voie, il y a près d'un an déjà, en recevant à la Maison-Blanche l'évêque noir prix Nobel de la Paix, Desmond Tutu. Les sanctions prises par les gouvernements occidentaux jouent au fond le même rôle. Il ne s'agit nullement pour eux de hâter la fin de l'Apartheid. Il s'agit seulement, au cas où celui-ci serait finalement emporté, de ménager les relations avec le régime qui viendrait à le remplacer. Les dirigeants occidentaux pourront alors se présenter, par exemple, à un Desmond Tutu qui viendrait à gouverner l'Afrique du Sud, comme des amis de toujours de la lutte du peuple noir !

Sans doute, le régime de Botha, lui, n'en est pas à voir les choses de la même façon. Il doit sa force à la détermination de la minorité blanche sud-africaine à préserver ses privilèges. Quelle détermination, et jusqu'où ? Au moment où les capitalistes sud-africains eux-mêmes se font les avocats d'une ouverture en direction des dirigeants noirs modérés, le régime, lui, continue à s'aligner sur les partis les plus jusqu'au-boutistes de la communauté blanche. Et c'est ce qui fait craindre aux dirigeants de l'impérialisme que la situation évolue de plus en plus, de la guerre civile larvée que connaît aujourd'hui le pays à une guerre civile de plus en plus ouverte et sanglante.

Les Reagan, les Mitterrand et autres dirigeants impéria-

listes craignent maintenant cette évolution. Mais le problème qu'ils se posent n'est même pas de l'empêcher. Les capitaux occidentaux, de toute façon, s'éloigneront tout naturellement, aussi longtemps que l'Afrique du

Sud restera une « zone à risques ». La question pour eux est de préparer l'avenir, pour que, avec ou sans Botha, avec ou sans Apartheid, l'Afrique du Sud reste une terre de profits pour l'impérialisme !

André FRYS

ANTILLES

L'Etat colonial français au secours des patrons

Après les émeutes pour la libération de Georges Faisans, les patrons antillais ne perdent ni le temps ni les occasions pour se faire rembourser largement les dommages qu'ils disent avoir subis à cette époque. L'hebdomadaire trotskyste *Combat Ouvrier* du 7 septembre raconte ainsi comment l'Etat colonial français est aux petits soins pour ces patrons.

« Le mouvement ayant eu lieu depuis maintenant cinq semaines, le souvenir de l'affaire Faisans (...) diminue peu à peu d'intensité dans nos esprits.

Les capitalistes, eux, n'ont pas perdu leurs esprits. Prenant prétexte des pillages, ils ont demandé et obtenu de l'administration des indemnités pour réparer les pertes qu'ils auraient subies. Déjà près de 100 millions de centimes ont été remboursés, avant même que les compagnies d'assurances de ces messieurs n'interviennent pour les dédommager.

Dans la même foulée, les patrons en ont profité

pour refuser de payer les salaires de ceux d'entre nous qui, bloqués par les barrages, n'ont pu se rendre à leur travail. Et même, comme aux Nouvelles-Galeries, ils en ont profité pour licencier des travailleurs, prenant prétexte des pertes subies !

Même les planteurs de bananes qui n'ont rien perdu dans l'affaire, puisque leurs bananes ont été déchargées, sont en train de manœuvrer pour obtenir des indemnités.

Donc, du point de vue de leur portefeuille, les patrons n'ont rien perdu, même si la mobilisation du 24 au 29 juillet a contraint leur justice et leur administration à reculer. »

□ LTT (Conflans - 78)

Leur reconversion c'est le chômage direct

Depuis que le dernier plan social a été rendu public en décembre 1984, 600 travailleurs ont quitté l'usine de Conflans. En dehors d'un petit nombre de mutations, la quasi-totalité est partie « volontairement » avec une prime allant de 25 000 à 40 000 F pour s'offrir un stage de reconversion ou bien 100 000 F pour vider les lieux sans broncher.

Aujourd'hui, il reste 1 000 travailleurs à l'usine, sur lesquels doivent partir 152 travailleurs en contrat FNE et 183 « récalcitrants » qui ont refusé jusqu'ici de vendre leur emploi contre une prime.

Pour éjecter les « récalcitrants », la direction cherche à innover. Avant les vacances, il y avait déjà eu la cellule de reclassement des LTT qui a affiché un score d'une vingtaine de mutations sur les 1 002 personnes en sureffectif à ce moment. Maintenant, LTT met les bouchées doubles ! Une nouvelle cellule est mise sur pied, mais cette fois-ci sponsorisée par la Direction départementale du travail (DDT) et l'ANPE.

Il faut dire qu'à Conflans, côté reclassement, on s'y connaît. Avec l'antenne ANPE, la mission locale pour l'emploi, Conflans-rencontres, les demandeurs d'emploi n'ont plus le temps de chômer ! Merci Rocard ! Pourtant 1 500 Conflanais restent sur le pavé.

Maintenant que LTT s'est

débarrassé de son sale boulot, c'est directement l'ANPE qui nous convoque. Au moins, c'est plus clair !

Et tout ça pour nous dire que puisque de toute façon nous serons licenciés au plus tard en décembre, autant accepter l'une ou l'autre des primes... Alors que si nous ne sommes pas partis, c'est justement parce que nous ne sommes pas d'accord pour lâcher notre emploi pour une prime qui ne nous mènera de toute façon pas très loin.

Alors à quoi sert-elle cette cellule de reclassement, à part à nous faire du chantage ? Car les responsables de la cellule annoncent la couleur ! Il suffit que nous refusions un emploi éventuel jugé valable pour qu'ils en réfèrent à la DDT qui autorisera ainsi LTT à nous jeter à la rue. Un emploi « valable » étant, selon eux, un emploi où la perte de salaire ne dépasserait pas 1 500 F, la perte de qualification 3 échelons et le temps de transport journalier 2 h 30. Mais en plus, ils nous demandent si, en attendant de trouver un poste fixe, nous n'accepterions pas de recourir à l'intérim. Et ils nous disent que si malgré tous leurs efforts, nous n'étions pas reclassés fin septembre, l'ANPE examinera ses « possibilités résiduelles d'emploi ».

Mais ce n'est que du vent. Car en fait, ils ne nous ont rien proposé et n'ont rien à

nous proposer. Ils en sont déjà à nous mettre en fiche, à nous donner des numéros de chômeurs. En fait de reclassement, ils sont en train de nous inscrire au chômage, tout bonnement.

Aussi, après que nous ayons défilé par paquets de 20 dans cette cellule pour entendre ça, les réactions ne se sont pas fait attendre et l'idée de retourner leur dire ce que nous pensions d'eux et de leur cinéma a pris corps. Les travailleurs d'un atelier de mécanique se sont réunis et ont décidé de contacter leurs camarades des autres secteurs de l'usine pour le faire.

Après avoir fait la tournée des ateliers pour en discuter, les travailleurs de l'atelier ont décidé collectivement d'appeler, à l'aide d'un tract, l'ensemble des licenciés et les autres à profiter de la réunion du jeudi 12 septembre pour aller manifester. Aussitôt dit, aussitôt fait. Les photocopieuses ont fourni leur aide bénévole.

Chacun est parti, dans les ateliers, son paquet de tracts sous le bras. L'idée de montrer notre refus d'accepter passivement notre mise au chômage en douce après des mois d'inaction, n'est pas pour déplaire à beaucoup. Et l'accueil favorable fait à l'initiative des travailleurs a donné confiance à tout le monde.

Correspondant LO

Baratin

Il y a quelques mois, la direction du département avait finalement admis de muter au montage les 5 camarades qui travaillaient dans le secteur depuis des années mais qui n'étaient toujours pas mutés.

Ils ont passé l'essai de P1 monteur, puis ils sont allés aux cours de P2 monteur avant les congés et d'un seul coup, la semaine dernière, la direction leur annonce qu'il n'est plus question qu'ils restent au montage et ils sont affectés en travées sur les chantiers.

Côté direction, on change d'avis comme de chemise, mais c'est toujours dans le même sens : produire, produire de plus en plus avec le moins de travailleurs possible.

Un qui a intérêt à s'accrocher aux branches, c'est le chef d'atelier, car d'ici peu, il va se retrouver à stocker les pièces dans les châssis. Cela dès que la direction va s'apercevoir que son poste ne sert pas à grand chose.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Renault Flins (« Presse et ouvriers »)

Service rapide

Juste à la veille des congés, un travailleur de la chaîne C a reçu un avis du service logements. Que lui voulaient-ils ?

Surprise : c'était la réponse à une demande de logements formulée... en mai 1976. Réponse négative... Crise du logement ou crise du « service logements » ?

Au bout de neuf ans, toutes les recherches sont restées infructueuses. Mais au service logements, les responsables ne désespèrent pas. Tout est encore possible, même neuf ans après, puisqu'ils informent ce travailleur qu'ils restent à sa disposition pour poursuivre les recherches.

A condition bien sûr de... remplir une nouvelle demande !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins (Sellerie)

Potion magique

Un virus fait rage dans les entreprises c'est le SIDA : Suspension Immédiate Des Augmentations.

Seul remède : mettre la direction en quarantaine.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Renault DCAI (Paris)

Il y a du retard dans l'équipement

La semaine dernière, un travailleur de l'entretien des chaînes ferrage a été victime d'un malaise dans le petit local des modules. La rapidité de l'intervention des pompiers a été remarquée par tout le monde. Mais ce qui a aussi été remarqué, c'est la vétusté du matériel mis à leur disposition par la Régie. La civière, par exemple, avait du mal à s'engager dans les rails de la camionnette.

A Flins, c'est les robots pour faire les voitures, mais le matériel de secours doit dater de Waterloo.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Renault Flins (« Entretien et outillage »)

La dernière trouvaille

Fabius a trouvé les responsables de la crise: ce sont les cumulards. Non, il ne s'agit pas d'actionnaires qui accumuleraient trop de dividendes à ne rien faire. Il s'agit des salariés à la retraite qui arrondissent leur fin de mois avec un deuxième salaire.

Aussitôt vous pensez à nos pauvres cumulards de la Thomson qui cumulent leur maigre retraite de colonel ou de général avec un petit salaire de directeur. Mais rassurez-vous, ceux-là ne seront pas touchés : Fabius a déjà annoncé que les militaires n'étaient pas concernés.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Thomson-CSF (Bagneux)

Au mois d'août : régime jockey

Le mois dernier, la centaine de travailleurs qui étaient à l'usine ont dû se serrer la ceinture : pas de cantine. A la place on avait une prime de 15 F.

L'adresse du restaurant à 15 F n'était pas fournie avec la prime.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Citroën - Saint-Ouen gare Epinettes.

□ SAINT-CHAMOND (Loire)

Le magasin Europrix occupé

Le magasin Europrix de Saint-Chamond (Loire) est occupé par son personnel depuis le 26 juillet pour s'opposer aux 33 licenciements prononcés début juillet contre tout le personnel.

Le jeudi 5 septembre, les protestataires sont allés distribuer un tract à un magasin Europrix d'une localité voisine afin de montrer qu'ils n'entendent pas baisser les bras et se laisser décourager. La section syndicale CGT, la seule dans l'entreprise depuis 1981, a pris en charge l'occupation, menée par 11 personnes qui se relaient 24 heures sur 24 dans le magasin, les femmes le jour, les hommes la nuit.

Ce magasin avait des problèmes depuis plusieurs années et était en règlement judiciaire depuis 1983. Mais le sort réservé aux directeurs et celui réservé aux salariés était bien loin d'être le même.

« On a vu les directeurs se succéder, tous avec des bons salaires. Et ces gens-là regardaient pour une prime de transport de 30 F. On les licenciait, ils touchaient une bonne indemnité. A un moment donné, on a même eu deux directeurs et un superviseur. Mais ils restaient à Mâcon, siège de la société-mère et ne faisaient rien sur place », raconte une occupante.

Elle ajoute : « Le directeur, au moment de la mise en règlement judiciaire, a laissé un trou de 800 millions d'anciens francs. Mais il est parti sans encombre. Aux dernières nouvelles, il paraîtrait qu'il travaille à la préfecture de Saint-Etienne. C'est un RPR, bras droit de Dubanchet, maire de Saint-Etienne ».

Le personnel a été bien soutenu par la clientèle au mois de juillet, la pétition proposée par les licenciés recevant un bon accueil de la population du quartier qui ne comprend pas qu'on ferme un magasin qui lui est utile.

Correspondant LO

□ THOMSON (Colombes)

Indignation des travailleurs

Le mercredi 11 septembre, en fin de matinée, trois cents à quatre cents personnes de la Thomson-Colombes bloquaient l'autoroute A 86 pendant trois quarts d'heure environ. « Ni licenciements, ni mutations » disait la banderole de la CGT.

L'autoroute est proche de l'entreprise. Elle est facile d'accès. Ce n'est pas la première fois que lorsque la politique de la direction indigne, la CGT propose d'aller y faire un tour.

La Thomson-Colombes est en pleine réorganisation. Une réorganisation permanente, d'ailleurs, depuis des années. Des mutations permanentes surtout, et des problèmes et difficultés en permanence pour ceux qui y travaillent et que la direction voudrait faire partir.

Dans le passé, il y a d'abord eu l'ancienne usine Ericsson, reprise par le groupe Thomson. Le personnel a commencé à valser. Et puis, plus récemment, il y a eu la fusion des activités téléphone avec la CIT. Valse à nouveau. Maintenant, ce sont toutes les activités téléphonie qui devraient disparaître de Colombes, et déménager. Le départ de ceux qui travaillent pour le Public est déjà programmé. Certains devaient partir dans la grande banlieue

ouest : d'autres peut-être en Bretagne, dans ce fameux triangle du Trégor où s'accablent des entreprises de téléphonie ou télécommunications qui licencient ! Certains devraient partir dans les trois mois à venir, d'autres plus tard. Bref, la direction soit n'a pas de politique, soit la cache. Mais c'est le règne de l'incertitude et du mépris.

Le mardi 10 septembre, nouveau coup de théâtre. Quelques dizaines de personnes, qui devaient partir dans plusieurs semaines, recevaient leur feuille de route pour le lundi suivant. D'où l'indignation. Cent cinquante personnes allaient demander des comptes au directeur local. Il ne savait pas ! Il fallait qu'il téléphone ! Il donna une réponse évasive. C'est dur la communication dans une entreprise réputée spécialiste dans le domaine !

Alors, le lendemain, quatre cents personnes participaient à une assemblée générale, à l'appel des syndicats CGT et CFDT. Les responsables syndicaux rappelèrent leur opposition à toute mutation et à tout licenciement, et proposèrent de marquer le coup en commençant par un rapide tour de l'usine, puis le blocage de l'autoroute. Nouvelle assem-

blée l'après-midi, à la suite de laquelle une opération similaire à la gare du Stade de Colombes fut proposée.

Personne n'a envie d'accepter les mutations, mais personne ne veut vraiment, non plus, envisager de lutter contre. Une petite vingtaine de travailleurs viennent déjà juste d'être mutés, il y a quinze jours. Ils ont accepté de partir et on les a laissés partir.

Alors à la fois c'est l'inquiétude et la colère et à la fois c'est le désarroi. Les actions proposées par les syndicats sont suivies par deux cents à quatre cents personnes, mais davantage pour marquer le coup qu'avec l'espoir où la perspective de vaincre. Et les actions dirigées vers l'extérieur, pour « faire savoir », pour que les médias en parlent, recueillent les suffrages.

Beaucoup en ont ras-le-bol et savent qu'il faudrait faire quelque chose, autre chose. Mais il y a la pression des fatalistes dans l'entreprise — et ils sont pour l'heure largement majoritaires — et il y a le climat général, la crise et les licenciements dans le pays, qui rendent la situation difficile.

Toutes choses, évidemment, qui peuvent changer.

Correspondant LO

□ INTERPAC (Toulouse)

Les travailleurs en lutte contre les licenciements

Interpac est une société d'emballage en carton ondulé et polystyrène expansé et de produits d'isolation thermique. Cette société emploie 150 personnes. Le licenciement de 14 personnes, dont deux militants CGT, était prévu. Lors de la venue de l'inspecteur du travail, la CGT appela à un débrayage, le lundi 2 septembre à 14 heures, auquel les ouvriers présents à l'usine ont très largement et spontanément répondu.

Encouragés par le succès de cette action, les ouvriers réunis en assemblée générale votaient à l'unanimité « une action dure » : blocage des portes et piquets de grève pour le surlendemain, afin de s'opposer aux licenciements. La veille de la grève, le reste des ouvriers étaient informés individuellement. Le mercredi matin, les piquets étaient en place et les cadenas aussi. Ce matin-là, lors des négociations avec les délégués CGT, la direction se replia derrière l'avis de l'inspection du travail. Devant cette attitude, le mouvement se poursuit et

l'usine resta paralysée.

Jeudi 5 septembre, la direction ne revenant pas sur sa décision, les grévistes votèrent à la majorité, par 43 voix contre 36, la poursuite de la grève et la CGT fit appel aux pouvoirs publics. Durant la nuit du jeudi au vendredi, de nombreux travailleurs d'autres entreprises vinrent apporter leur solidarité aux piquets de grève.

Le vendredi, la direction départementale du travail suspendait les 14 licenciements et proposait la réouverture du dossier. Pour les travailleurs, c'était un recul de la direction et en assemblée générale, ils décidaient de suspendre leur mouvement. Mais depuis, ils restent vigilants et prêts à reprendre leur lutte, si la décision de licencier leurs camarades dans les mêmes conditions était renouvelée.

Lundi 9 septembre, les travailleurs d'Interpac ont donc repris le travail, contents d'avoir montré leur volonté de s'opposer aux décisions arbitraires de la direction.

Correspondant LO

□ CHANTIERS NAVALS
(La Ciotat)

Le ras-le-bol de la rentrée

Des problèmes importants agitent les chantiers de La Ciotat : la menace de 236 reconversions, le déplacement de menuisiers à La Seyne et une réorganisation qui va, certainement, se traduire par des dégraissages supplémentaires.

Mais c'est sur les nouvelles réglementations des bons de douches ou plutôt leur suppression que la seule CGT, suivie des autres syndicats, a mobilisé pour la rentrée. Ces bons de douches concernent environ cinq cents travailleurs.

Plus de trois cents travailleurs, sur les 3 200 que compte le chantier, participent aux différents débrayages et assemblées générales.

Lundi matin, à l'appel de la CGT, cent cinquante travail-

leurs ont débrayé à 12 h 30 au lieu de sortir à 13 h. Ils sont allés prendre leur douche, ignorant la nouvelle réglementation de la direction.

Ensuite à 14 heures, à l'entrée des équipes de la Coque, après un passage dans les ateliers, 200 ouvriers se sont retrouvés dans les bureaux de la direction.

Dans la salle de réunion, face à deux directeurs, les syndicats étaient entourés de travailleurs qui ont sorti ce qu'ils avaient sur le cœur : les bons de douche, mais aussi les semaines et les semaines de chômage technique, les salaires insuffisants, les mutations et les futurs congés-conversions.

Mardi après l'AG du matin, les trois cents travailleurs firent le tour du bateau et du parking où sont assemblés les

tronçons des navires. Les réactions furent diverses. Certains travailleurs jetèrent leur cagoule de soudeurs et suivirent les cortèges ; d'autres répondirent : « Les bons de douche, ils n'y ont jamais eu droit. Alors... ». Ensuite, la CGT proposa d'intervenir sur la centrale électrique pour arrêter les chantiers, mais après des hésitations, elle coupa l'alimentation d'un parking en réparation où il n'y avait... qu'une dizaine d'ouvriers.

Au retour, les syndicats annoncèrent qu'il fallait rejoindre les bureaux de la direction où allait se tenir un Comité

d'entreprise extraordinaire.

Là, les délégués demandèrent de faire descendre les employés et c'était quelquefois forcé que le personnel des bureaux se regroupa dans la cour avec les ouvriers. Les bureaux de directeurs furent renversés mais aussi quelques bureaux d'employés.

Au bout d'une demi-heure, la CGT annonça que la réunion était reportée à l'après-midi.

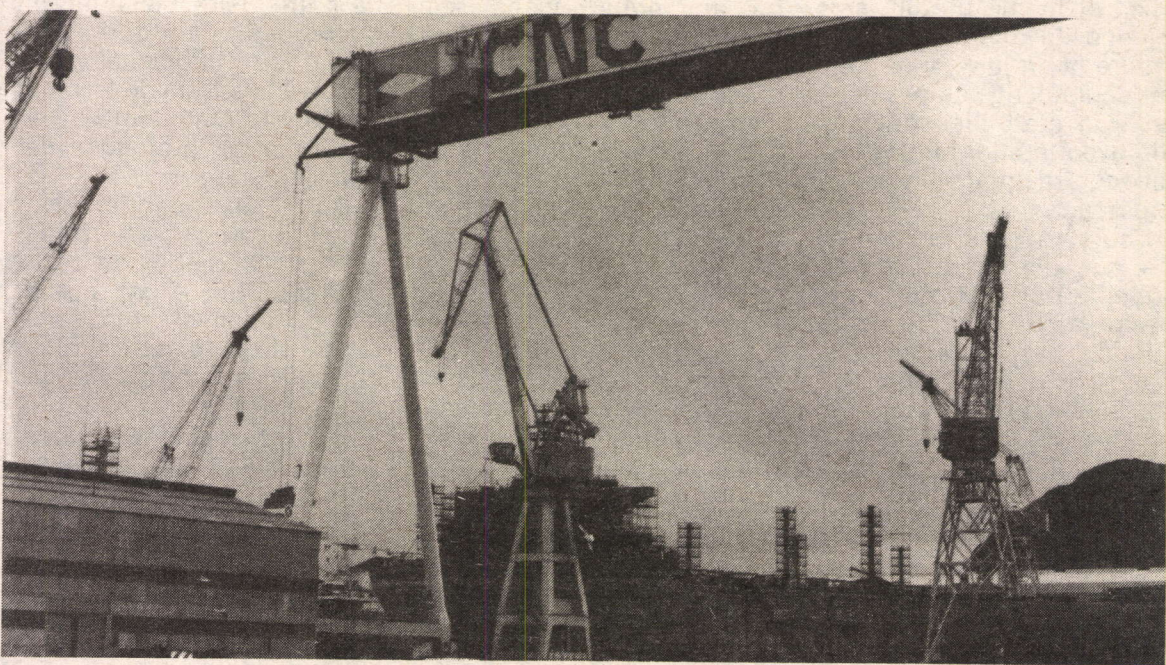
Le résultat était négatif et à l'assemblée, le lendemain, devant 300 travailleurs, la CGT durcit le ton : « Il faut déloger les ouvriers des parkings ». « Demain si les ouvriers ne sui-

vent pas, on bloquera les portes du chantier ». L'approbation fut mitigée et le tour des chantiers se fit souvent contre le reste des travailleurs ne voulant pas débrayer. Les délégués n'hésitèrent pas, pour les faire sortir, à utiliser la menace d'envoyer « quelques gars bien en colère » contre eux.

La CGT veut durcir le mouvement.

Pour l'instant les ouvriers les plus combatifs sont partie prenante et sont contents d'être dans la bagarre. Ils en ont gros sur le cœur, et sont contents de le dire.

Correspondant LO



□ PTT Tri Austerlitz :

La lutte contre un licenciement

Au Tri PTT-Austerlitz, jeudi 5 et vendredi 6 septembre, c'est à environ 160 que nous avons débrayé sur les deux brigades de nuit (350 personnes) pendant deux heures et demie, en signe de protestation, contre le licenciement d'un collègue de nuit pour « *inaptitude physique* » (voir LO précédent).

Jeudi 5 en brigade C, une cinquantaine de personnes se sont réunies pendant le débrayage pour discuter de

la suite. La plupart pensent qu'il ne faut pas redébrayer tout de suite, mais attendre qu'il y ait du nouveau : soit sur le passage en commission paritaire du collègue que la direction veut licencier, commission dont on ne connaît pas la date ; soit sur les sanctions dont sont menacés deux autres (un avertissement et un blâme) pour avoir participé à des assemblées générales et y avoir pris la parole.

Aucun débrayage n'est

prévu pour l'instant, mais le comité de défense, qui depuis juin s'est chargé de l'organisation du mouvement, a décidé de continuer la dénonciation du licenciement par tract et affiches.

Les deux brigades, C et D, sont décidées à redébrayer de toute façon au moment de la commission paritaire et à cette occasion d'organiser une manifestation devant le ministère des PTT.

Correspondant LO

□ PTT Creil-Principal :

Les combines du receveur ne sont pas passées comme une lettre à la poste

Au bureau de poste de Creil-Principal, dans l'Oise, pour faire face aux restrictions de personnel, l'administration a pris une série d'initiatives qui n'a pas du tout été de notre goût.

Début juin, arrivait un « TUC », sans attribution définie, jusqu'au moment où le receveur a voulu lui faire taper les ordres de réexpédition. La position, en cette période de vacances, était surchargée, d'autant que quelques mois auparavant, il y avait eu une suppression d'emploi. Cela aurait été toute économie pour l'administration : le travail d'un agent à moitié prix... et même gratuit, car la jeune n'avait perçu aucun salaire ni en juin, ni en juillet, seulement des promesses. On était bien décidé, elle avec, à aller mettre les choses au point avec le directeur.

Toujours pour pallier le manque d'effectif, l'un de nous s'est retrouvé en équipe mixte, au lieu de la brigade, avec des horaires (8 h.-12 h. et 15 h.30-19 h.) qui lui bloquaient toute la journée. Cela ne s'était

jamais vu aux guichets. Et bien sûr, c'était à un auxiliaire que l'on voulait imposer cela, pour un mois, le directeur déclarant même que « *si les auxiliaires n'étaient pas contents, ils n'avaient qu'à aller voir ailleurs* ».

Eh bien, c'est nous qui sommes allés le voir tous ensemble, avec une pétition signée des deux brigades (2 x 20 personnes), lui demandant des comptes sur ces « arrangements », les suppressions d'emploi et les retards dans les mutations.

Le directeur départemental s'est déplacé. Ils se méfiaient là-haut car, il y a un an, nous avions été ensemble jusqu'à la direction à Beauvais, au sujet d'une autre suppression d'emploi.

A la suite de quoi le mixte n'a duré qu'une semaine, la jeune en TUC n'a plus fait le travail d'un agent et, après un téléx à Fabius, elle a enfin été payée début septembre !

La première semaine de septembre, ça recommençait. Une auxiliaire, convoquée pour travailler toute la

semaine et revenue exprès des Ardennes, s'apercevait à son arrivée qu'elle était supprimée du tableau de service. L'administration s'était rendu compte que le nombre alloué d'auxiliaires était dépassé. Un agent du service des Ambulants se retrouvait parachuté au guichet et responsable de sa caisse après n'avoir été en « double », pour apprendre le poste, que trois jours. De même, la personne mise à la cabine de chargement était censée connaître le travail après seulement deux jours de double.

Le jour même, le receveur avait de nouveau le plaisir de notre visite. Résultat : il s'arrangeait pour que notre camarade, déplacée pour rien, ait ses frais de voyage payés, et l'ambulant voyait sa formation prolongée de quinze jours.

Dur, l'été, pour le receveur ! Il n'a pas pu faire ses petites magouilles en paix. A chaque fois, c'est tout le service qui lui est tombé sur le dos et qui lui a demandé, directement, des comptes.

Correspondant local

échos des entreprises...

Une bagarre d'appareil

Il y en a un au centre qui a trouvé le truc pour fainéanter dans son coin : c'est l'appareil à boissons du 1^{er} étage ; il ne nous donne plus que des gobelets à moitié vides.

Il paraît qu'en haut lieu, on se penche sur ce problème. Pour le résoudre, ils comptent mettre des gobelets plus petits. Comme cela, on aura à nouveau des gobelets bien remplis.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Tri Montparnasse (Paris)

Procédure pour obtenir le remplacement des caillebotis des douches immédiatement

Prenez une douche, plantez-vous un clou dans le pied, faites-vous soigner à l'infirmerie, déclarez-vous en accident de travail.

Et dès le lendemain, les caillebotis en bois tout pourris sont remplacés par des caillebotis en plastique tout neufs.

Efficace, non !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Roussel-UCLAF (Romainville)

Encore un effort

On a pu voir en rentrant que l'usine avait pris un coup de neuf : machines nouvelles par ici, locaux agrandis par là, couche de peinture pour masquer la vieille crasse ailleurs, etc.

Bref, les grands travaux d'aménagement se sont poursuivis.

La seule chose, par contre, qui ait pris un méchant coup de vieux, ce sont nos salaires. Une feuille de paie mangée aux

mites dans des locaux rénovés, ça dépare !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Thomson-Vélizy

Gare à toutes les huiles

Si un jour, en prenant votre douche à l'usine, vous vous retrouvez tout bleu, ne vous affolez pas et prévenez la direction.

Depuis plus de quatre ans, une machine, Nefo, perd plus de 3 000 litres d'huile soluble par semaine. Et si les huiles de l'usine se décident enfin à faire quelque chose, ce n'est pas pour arrêter les fuites (car il faudrait stopper la machine) mais pour savoir où cela va, en faisant teinter l'huile soluble en bleu !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Alstom - Le Bourget.

Cadre s'abstenir !

« Très bonne présentation, tenue soignée, qualité de contact avec la clientèle ; aisance dans l'expression orale ; efficacité ; courtoisie et persuasion ; très bonnes conditions physiques (dynamisme, rapidité, résistance) ; disponibilité ; sens de l'organisation » : telles sont les qualités requises par la direction pour un poste de « manutentionnaire spécialisé » à Orly-Sud, annoncé dans un avis de prospection interne (n° 71915 du 21 août).

La direction ne se trompe pas d'adresse : ce n'est pas à ses cadres qu'elle demande tout cela. Elle sait que ce n'est pas la peine (surtout pour la courtoisie et le sens de l'organisation).

Par contre, elle se trompe sûrement pour le salaire : 6.000 F pour l'un, 20.000 F pour les autres, il y a une erreur !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière — Air-France Orly-Sud.

□ JEUMONT, SCHNEIDER (Lyon)

Pas de sanction arbitraire !

La direction a manifesté, fin août, l'intention de licencier un jeune comptable qui avait été embauché il y a tout juste deux mois. Elle estime qu'il n'est pas assez efficace dans son travail. Pourtant il avait été employé comme intérimaire depuis plus d'un an à la Comptabilité et la direction avait donc eu largement le temps de le juger avant de se décider à l'embaucher définitivement.

La nouvelle a scandalisé l'ensemble du person-

nel, car c'est bien la première fois qu'un salarié risque le licenciement parce qu'il ne serait « pas assez dynamique » dans son travail. Et en plus, la personne qui doit le remplacer a été embauchée dès le 2 septembre et il s'agit... de la fille d'un cadre du service du personnel.

Alors, à l'appel des trois syndicats de l'entreprise, une pétition a circulé et a recueilli 600 signatures, le jeudi 5 septembre. Et le lendemain, un débrayage de 30 minutes a rassemblé

500 personnes devant les bureaux pour porter la pétition et manifester l'indignation de tous.

La direction ne veut pas revenir sur sa décision pour l'instant car elle attend, dit-elle, l'avis de l'inspecteur du travail avant d'envoyer la lettre de licenciement. Mais tous les travailleurs sont bien décidés à ne pas laisser passer ce mauvais coup, à montrer que la solidarité, cela existe, et que la direction ne peut pas tout se permettre.

Correspondant LO



□ RATP - Réseau ferré

Débrayages sur la ligne Balard-Créteil

Depuis le jeudi 5 septembre, les conducteurs de la ligne 8 (Balard-Créteil) sont en grève une heure tous les jours lors de la prise ou de la fin de service (le service étant du matin, mixte ou de nuit). Ce mouvement cause d'importantes perturbations sur la ligne une bonne partie de la journée.

La ligne 8, c'est 245 conducteurs répartis sur quatre terminus : Balard, République, les Juilliottes et Créteil. Depuis le printemps, la direction essaie d'imposer la suppression de cinq services sur la ligne, ce qui correspond à environ dix conducteurs de moins.

Après un premier refus syndical, la direction a essayé de faire avaliser son projet en organisant un vote pendant l'été. Dans chacun des quatre terminus, elle a présenté deux tableaux de service, en s'arrangeant pour favoriser des terminus et en défavoriser d'autres. Malgré tout, 75 % des conducteurs ont refusé ces tableaux, car ils sont opposés aux suppressions de postes. D'autant plus que les prétextes avancés par la direction

étaient très mal reçus. En effet, elle a d'abord dit qu'il y avait moins de voyageurs sur la ligne, donc qu'on pouvait supprimer des rames, en augmentant l'intervalle entre celles-ci. Ensuite, la direction a prétexté que, de toute façon, elle avait déjà envoyé cinq trains de la ligne 8 sur une autre ligne, pour pallier un manque, suite aux prolongements de la ligne 5 (Bobigny - Place d'Italie).

Dès le 5 septembre, sans tenir aucun compte de notre vote défavorable, la direction a voulu nous imposer un des deux tableaux refusés. La réaction des conducteurs a alors été unanime : « Ils nous prennent vraiment pour des c.... Si on ne fait rien ils auront bien raison ». Et nous avons décidé de faire grève. Ainsi, l'attitude de la direction a sûrement autant compté dans le déclenchement de la grève que la suppression de postes elle-même.

Le mouvement, après avoir démarré jeudi 5 septembre après-midi à Balard, s'est étendu rapidement le lendemain aux autres terminus. Le lundi 9, par exemple, il y avait

100 % de grévistes à Balard et presque autant dans les autres terminus. Le mouvement permet de se retrouver et de discuter. Et les conducteurs sont d'accord pour reconduire la grève de jour en jour.

Pour le moment, chacun est assez content de pouvoir jouer ce mauvais tour à la direction. Pour certains, le fait que le mouvement marche bien peut contraindre la direction à céder rapidement. Et pour la plupart, les grévistes ne sont pas prêts à chercher à étendre leur mouvement. Pourtant, le problème des suppressions de postes se pose aussi ailleurs : ainsi au terminus de Saint-Cloud (ligne 9), à Châtelet (ligne 11) et en stations. C'est une politique générale de la RATP.

Sur la ligne 9 (Pont-de-Sèvres - Mairie de Montreuil), une grève est d'ailleurs prévue à l'appel de la CGT pour le vendredi 13 septembre, contre des suppressions de postes.

A l'heure où nous écrivons, la direction refuse toute discussion et les conducteurs sont déterminés à continuer leur mouvement.

Correspondant LO

Le salaire minimum mensuel à la Sécurité sociale devient inférieur au SMIC

Le 1^{er} juillet 1985 le SMIC a été porté à 4 400,76 F mensuels. Le salaire minimum à la Sécurité sociale (celui que touchent la plupart des nouveaux embauchés) était alors de 4 372,91 F par mois : 27,85 F de moins que le SMIC...

Les fédérations syndicales ont alors réclamé l'alignement sur le SMIC. Le président de l'organisme de tutelle (UCANSS) a refusé mettant en avant toute une série de jurisprudences en matière de salaires qui précisent que le 13^{ème} mois doit être pris en compte pour apprécier si le salarié a perçu le SMIC. Les

employés de la Sécurité sociale touchant un 13^{ème} mois en décembre, leur rémunération annuelle divisée par douze mois est supérieure au SMIC. Tout cela pour éviter de verser une trentaine de francs pendant un mois.

Car en août, les salaires de la Sécurité sociale ayant augmenté de 2 %, le salaire minimum a dépassé de nouveau le SMIC jusqu'à la prochaine revalorisation du SMIC.

En réalité, au delà du terrain juridique, cela traduit la perte du pouvoir d'achat des employés du secteur public. Et le calcul du

salaire sur une base annuelle est tout simplement un moyen pour faire baisser ces salaires en grignotant peu à peu des avantages tels que le 13^{ème} mois.

Alors qu'il y a quatre ans le salaire d'embauche mensuel dépassait le SMIC de près de 200 F à la Sécurité sociale, aujourd'hui il s'aligne sur lui.

C'est sans doute ce que la tutelle et le ministère entendent par « s'attaquer aux privilèges » dont bénéficieraient les « nantis » des secteurs publics !

Correspondant LO



A partir de 1986, les caisses de Sécurité sociale devront affranchir leur courrier

Jusqu'à présent les organismes de Sécurité sociale bénéficiaient de la franchise postale dans leur correspondance avec les assurés sociaux.

Le paiement de la taxe postale se réglait au niveau national sur la base d'un forfait postal national négocié entre les caisses nationales et les P et T.

Par lettre du 16/7/85 la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) a informé les organismes de Sécurité sociale (branche Maladie) que le forfait postal national serait supprimé à compter du 1/1/86 et que le courrier devrait être affranchi.

La CNAM explique que le coût du forfait postal augmente régulièrement : 16,8 % d'augmentation en 1984, 13,2 % en 1985. Il s'agit de faire des économies.

Les caisses devront désormais négocier elles-mêmes avec les directions locales des P et T pour obtenir des réductions ; elles doivent louer des machines à affranchir et faire des études pour réduire le nombre d'envois par poste. Un budget supplémentaire sera versé aux organismes pour faire face à cette nouvelle dépense, mais le budget global de la Sécurité sociale ne doit pas augmenter de plus de 2,22 % en 1986 pour la branche Maladie ! Comme il faudra payer les locations de machines à affranchir les économies se

feront sur le dos des assurés sociaux.

Que ce soit par la diminution du courrier envoyé ou par l'allongement des délais de réponses (tout devra passer par les machines à affranchir) cela va se traduire par une dégradation du service rendu aux assurés, essentiellement des travailleurs. Jusqu'à présent, malgré une réglementation tatillonne, les assurés sociaux reçoivent des lettres de rappel, des explications complémentaires sont adressées. Réduire ces possibilités sous prétexte d'économies dans le courrier implique automatiquement des restrictions supplémentaires, des pertes éventuelles de droits.

Ceux qui ne seront pas perdants, par contre, ce seront les trois constructeurs agréés par les PTT auxquels les Caisses de Sécurité sociale doivent obligatoirement s'adresser pour obtenir les machines à affranchir qui doivent exister d'ici la fin de l'année dans le moindre centre.

D'autre part, cela annonce-t-il à plus long terme la suppression de la franchise postale pour les assurés sociaux ? Ce projet étant dans l'air depuis plusieurs années ne sera-t-il pas remis sur le tapis prochainement ? Après les élections de 1986 par exemple ? On peut se poser la question.

Correspondant LO

« Police » de Maurice Pialat

Pour son jeu dans le rôle d'un inspecteur de police, Gérard Depardieu vient de recevoir le prix d'interprétation masculine de la Mostra, le festival du cinéma de Venise. Certes, il a un incontestable talent pour parcourir toute la gamme des sentiments, depuis ceux qui animent un flic tabasseur de bas étage jusqu'à ceux qui accompagnent ses roucoulements amoureux avec celle qu'il secouait au début du film !

Mais si cela peut être considéré comme le sommet de l'art du comédien, le film, lui, reste à ras de terre. Il se déroule dans le champ clos et étroit d'un commissariat, coupé d'incursions dans le milieu des petits délinquants, pourvoyeurs de drogue ou proxénètes.

Au nom du réalisme et du refus affirmé de prendre position, Maurice Pialat nous fait pénétrer non sans quelques relents de racisme dans un monde où tous les interlocu-

teurs sont pourris à un titre ou à un autre : les policiers sont prêts à toutes les malversations pour arriver à leurs fins, les avocats ne savent plus très bien s'ils sont du côté de la police ou du côté de leur client, les délinquants — tous arabes à une petite exception près — sont retors et belliqueux. Quant aux femmes, à l'exception d'une commissaire stagiaire, naïve et un peu bête, si elles ne sont pas toutes des prostituées, elles le sont au moins toutes virtuellement et de toute façon, sont indignes de confiance. Pour Pialat, le monde est visiblement ainsi fait, il faut s'y résigner. L'aventure sentimentale qui va lier un instant le flic et la « voyou », ultime avatar des relations ambiguës entre le milieu et la police, n'apporte pas la moindre bouffée d'oxygène dans ce borborygme poisseux et étouffant créé par Pialat. Est-ce la fameuse malaise de (la) Police...?

Jacques FONTENOY

« Le goulag » de Roger Young

Comment un cinéaste américain imagine-t-il le goulag ? On va voir ce film par curiosité et il n'y a pas de surprise. Un jeune Américain en voyage en URSS se voit accusé d'espionnage. S'il signe des aveux en bonne et due forme, il retrouvera les Etats-Unis et sa femme. Mais il se retrouvera au goulag.

L'histoire est simpliste et Roger Young ne fait pas dans la dentelle. Le réalisateur a traité le film comme un wes-

tern avec de la violence à gogo et beaucoup de morts.

Le goulag, ça existe. Mais ce que peuvent être les espoirs, les combats de ceux qui les peuplent, Robert Young ne connaît pas. Il s'en moque d'ailleurs... Son but était de faire un film d'aventures, sur fond d'anticommunisme.

Mais même comme film d'aventures, il ne vaut pas tripette !

Guy FICHET

« Meurtres à Atlanta »

de James Baldwin

James Baldwin, écrivain noir américain installé en France depuis des années, s'est rendu aux Etats-Unis, à Atlanta, pour enquêter sur la série de 28 meurtres d'enfants noirs qui a défrayé la chronique au cours de l'année 1981.

Il a assisté notamment au procès de Wayne Williams, ce jeune journaliste noir qui s'est finalement retrouvé dans le box des accusés. Officiellement, il y était pour répondre du meurtre de deux Noirs... adultes, et encore les preuves étaient incertaines. Mais, par un système judiciaire sans équivalent, il a été condamné à la prison à perpétuité pour 21 meurtres d'enfants (il y a non-lieu pour les sept autres).

En effet, au nom d'une prétendue loi des séries, alors que bien des meurtres n'avaient pas le moindre rapport entre eux, il a été condamné sur la base de fortes présomptions, par association : coupable pour un meurtre, il le devenait automatiquement pour tous.

A partir du moment où elle touchait la communauté noire d'une ville américaine dont le maire est noir, cette affaire a pris une certaine importance politi-

que et a mobilisé en tout cas une partie de la population noire de la ville. Cette mobilisation alimentée à l'origine par la légitime inquiétude des parents a forcé les autorités à réagir et à lancer l'enquête qui conduisit au procès de Williams. Mais à ce moment-là, l'affaire a commencé à échapper à la population. Et par un spectaculaire retournement, elle a conduit à l'inculpation d'un Noir devenu le véritable bouc émissaire de la communauté noire d'Atlanta. Sa condamnation devant servir à exorciser les peurs d'une communauté traumatisée.

C'est justement ce qui révolte James Baldwin. Il y voit une illustration amère de la politique d'intégration des Noirs à la société américaine, l'« enfer américain », comme il l'appelle. Baldwin, adversaire de la ségrégation raciale, estime que l'intégration n'a rien résolu, bien au contraire. Elle conduit les Noirs américains en fait à adopter les

us et coutumes d'une société où seuls sont pris en compte l'argent, le profit, le commerce et qui nie la valeur des hommes. Un monde odieux qui n'hésite pas, si c'est utile à la bonne marche des affaires, à faire condamner un homme dont rien ne prouve vraiment la culpabilité, du moment que cette condamnation ramène l'ordre dans la cité.

Baldwin affirme ainsi, au grand dam d'ailleurs de ses anciens amis, les « amis des Noirs » des années 1960, devenus aujourd'hui les « néo-conservateurs » pro-Reagan, que fondamentalement rien n'a changé dans la situation des Noirs américains.

Domage seulement que sa conclusion politique se limite à afficher une opposition, somme toute électorale, à Reagan.

Jacques FONTENOY

Meurtres à Atlanta de James Baldwin. Ed. Stock. 167 pages. 75 F.

Sélection cinéma dans les salles parisiennes

Films récents...

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.

de Woody Allen.
Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.
Gaumont-Les-Halles 1^{er} (vo). Paramount Marivaux 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Bienvenue 15^e.

LA FORÊT D'EMERAUDE.

de John Boorman.
Une aventure imaginaire au cœur de la forêt amazonienne.
Forum Orient Express 1^{er} (vo). Rex 2^e. Danton 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Français 9^e. Montparnasse 14^e (vo). Gaumont Convention 15^e. Clichy Pathé 18^e.

VISAGES DE FEMMES.

de Désiré Ecaré.
Quelques portraits de femmes africaines en quête d'émancipation.
St-André-des-Arts 6^e (vo).

... et moins récents

AMADEUS.

de Milos Forman.
Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse.
Vendôme 2^e (vo). Lucernaire 6^e (vo). St-Lazare Pasquier 8^e. George V 8^e (vo). Mayfair 16^e (vo).

UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis, avec Eddie Murphy.
Un Blanc riche perd sa place de fondé de pouvoir au profit d'un Noir misérable. Des scènes désopilantes et grinçantes.
George V 8^e (vo).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ?

de Robert Aldrich.
L'histoire des rapports de haine et de passion entre deux sœurs. Un film émouvant.
Olympic Luxembourg 6^e. Olympic Entrepôt 14^e (vo).

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.
Le Cambodge de la présence américaine aux

Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.
Opéra Night 2^e. Cinoches 6^e (vo).

LA ROUTE DES INDES.

de David Lean.
Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.
Berlitz 2^e. Cluny-Palace 5^e (vo). Reflet Balzac 8^e (vo).

GREYSTOKE.

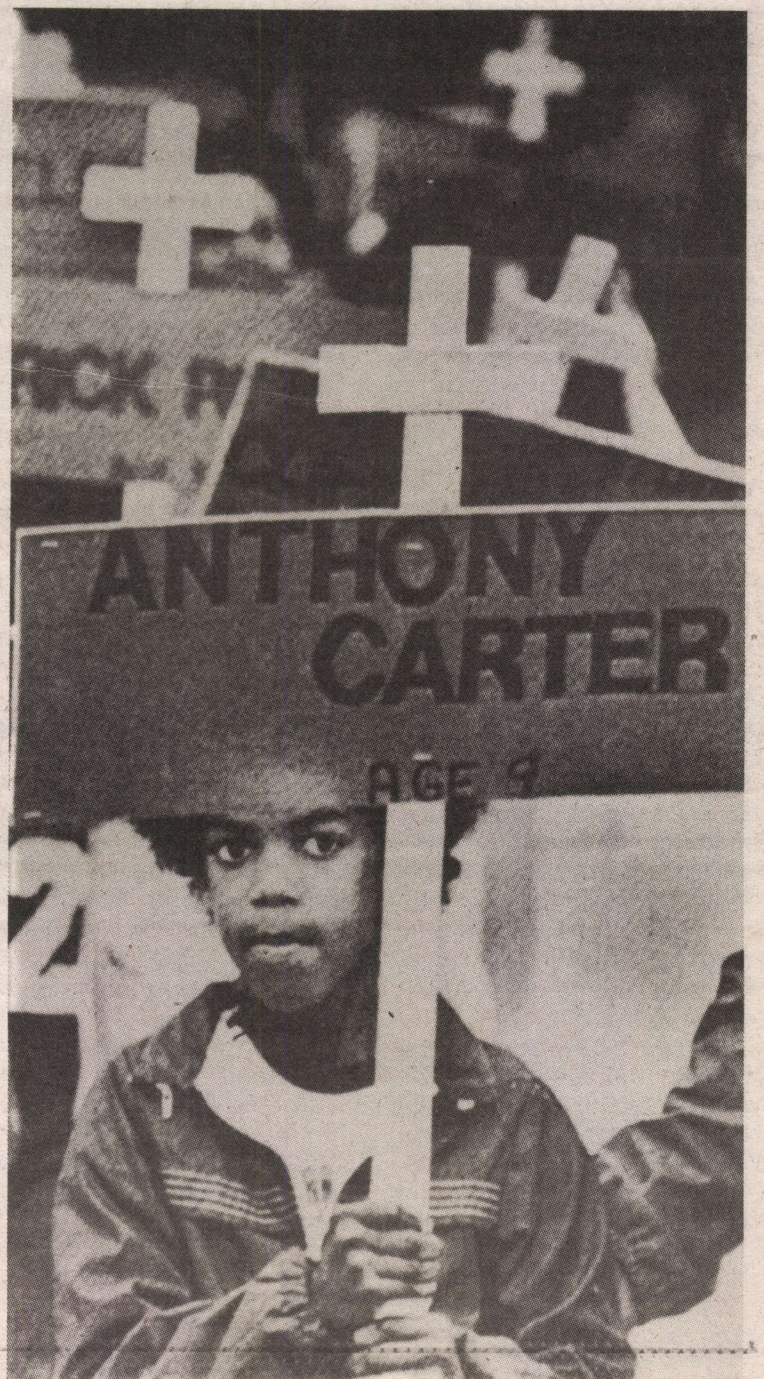
de Hugh Hudson.
Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.
Opéra Night 2^e. Espace Gaité 14^e (vo).

COTTON CLUB.

de Francis Ford Coppola.
Un club américain au temps des claquettes, de Duke Ellington et de la prohibition.
Contrescarpe 5^e (vo).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH.

de Vincente Minelli.
Le peintre et la genèse de ses tableaux. Des prises de vue très soignées.
Olympic St-Germain 6^e (vo).



« La louve de Mervent » de Michel Ragon



En 1832, la chouannerie n'est plus qu'un lointain souvenir en Vendée. Le changement de souverain, après la révolution de 1830, a été accueilli dans l'indifférence par les paysans qui ne songent plus qu'à cultiver leurs terres, d'autant plus que leur situation commence à s'améliorer. Aussi quand la duchesse de Berry tente de soulever la région pour placer son fils sur le trône, elle n'arrive à rassembler qu'un demi-millier d'hommes. Quelques chefs de bandes se proclament bien encore chouans, mais le gros de leurs troupes est essentiellement composé de tisserands, réduits à la famine par l'introduction du

machinisme, ou de « réfractaires », qui refusent d'accomplir sept ans de service militaire lorsque le tirage au sort les a désignés.

Après l'échec de la conspiration, les chefs s'enfuient à l'étranger, mais les troupes qu'ils avaient levées n'ont d'autre choix que de se cacher dans la forêt pour fuir la répression. C'est l'histoire d'une de ces bandes que Michel Ragon décrit dans cet ouvrage qui fait suite à un précédent roman, *Les mouchoirs rouges de Cholet*, lui aussi centré sur l'histoire des Chouans vendéens.

Alors que le précédent

roman montrait toute l'évolution qui s'était accomplie dans les campagnes durant le quart de siècle qui a suivi la Révolution française — ce qui en faisait son intérêt — l'auteur se limite, dans ce récit à décrire ce groupe d'hommes traqués, survivants anachroniques d'une époque révolue, jouant les redresseurs de torts pour tenter de se concilier la population locale, ou tout simplement pour continuer à exister. Malgré quelques longueurs, son roman n'est pas moins intéressant.

Marianne LAMIRAL

La Louve de Mervent, de Michel Ragon. Ed. Albin Michel, 85 F.

« La Juive de Tolède » de Lion Feuchtwanger



Lion Feuchtwanger est un écrivain Juif allemand dont les œuvres furent interdites et brûlées par les nazis, tandis que l'un de ses romans : *Le Juif Süß*, était porté à l'écran après avoir été transformé en violent pamphlet antisémite.

La Juive de Tolède se situe dans l'Espagne du 12^e siècle, divisée entre les divers royaumes chrétiens et ce qui reste de l'empire musulman des Almohades. Les communautés juives tolérées ou persécutées, estimées ou méprisées, s'adonnaient au commerce et à l'artisanat.

Alphonse VIII roi très chrétien de Castille depuis 1158, rêve d'asseoir sa domination sur toute l'Espagne. Pour redresser les finances de son royaume, il s'attache un riche marchand de Séville, le Juif Jehuda ben Esra qui vient s'installer à Tolède avec son fils et sa fille, la belle Raquel... dont le roi tombe amoureux.

Le roman raconte essentiellement l'histoire de cet amour partagé. Lion Feuchtwanger, qui a un grand talent de conteur, sait, à travers les aventures de ses personnages, faire découvrir tout un pays, toute

une époque, et mener également un plaidoyer en faveur de la tolérance. Elevée dans la Séville musulmane, Raquel ne sait plus toujours si elle est juive ou musulmane, et le roi Alphonse apprend à respecter ces deux cultures. La peinture de l'Espagne du 12^e siècle, n'est qu'ébauchée à travers ce roman. Mais il donne le goût d'en connaître beaucoup plus, et c'est aussi cela son intérêt.

Guy FICHET

La juive de Tolède de Lion Feuchtwanger. Ed. Presse Pocket « Grands romans historiques », 345 pages.

TELE

Sélection

Samedi 14 septembre

20 h 05. FR3. **Le Disney Channel** : vieux dessins animés et **Zorro**, en feuilleton.
22 h 15. TF1. **Droit de réponse**, émission de Michel Polac : **L'esprit de contradiction**, revue de presse.

Dimanche 15 septembre

17 h 05. A2. **Maigret et le fou de Bergerac**. D'après le roman de Georges Simenon, avec Jean Richard. Alors qu'il se rend chez un ancien confrère, en Dordogne, le commissaire Maigret est blessé par un inconnu...
20 h 35. TF1. **Une histoire simple**. Film de Claude Sautet (1978) avec Romy Schneider, Bruno Cremer, Claude Brasseur. Le mal de vivre d'une femme de quarante ans.
20 h 35. A2. **L'aide-mémoire**. Pièce de Jean-Claude Carrière, avec Hanna Schygulla, André Dussolier et Pierre Etaix. Une jeune inconnue bouleverse la vie et les habitudes d'un jeune cadre dynamique.

22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit : Samson**. Film de Maurice Tourneur (1936), avec Gaby Morlay et Harry Baur. Une jeune aristocrate ruinée épouse sans amour un homme d'affaires. Mélodrame.

Lundi 16 septembre

16 h 15. FR3. **Les misérables**, deuxième partie (les Thénardier) d'une version cinématographique « historique » du drame de Victor Hugo tournée en 1933 avec Harry Baur, Charles Vanel, Marguerite Moreno, Jean Servais...
20 h 35. TF1. **Le coucou**. Film de Francesco Massaro (1980), avec Michel Serrault. A Rome, un gangster en fuite « remet de l'ordre » dans la famille de Léon qui vit sous l'emprise de sa femme et de ses deux filles.
20 h 35. A2. **«V»**. Deuxième épisode d'une série américaine de science-fiction. Une nouvelle version de **La guerre des mondes**, avec tous les clichés du feuilleton américain, mais rondement mené.

20 h 35. FR3. **Guy de Maupassant**. Film de Michel Drach (1982), avec Claude Brasseur, Jean Carmet, Miou-Miou, Simone Signoret. L'évocation des dernières années de la vie amoureuse et littéraire de l'écrivain.

22 h 10. A2. **Le Japon : le rêve et l'histoire**. 2^e émission d'une série de cinq. Au XVI^e siècle, les premiers contacts du Japon avec les missionnaires européens, finalement rejetés.

Mardi 17 septembre

20 h 35. A2. **La traversée de Paris**. Film de Claude Autant-Lara (1956). D'après la nouvelle de Marcel Aymé, avec Jean Gabin, Bourvil, Louis de Funès. En 1943, à Paris, pendant l'Occupation, comment transporter 100 kilos de cochon destinés au marché noir ! Une randonnée inénarrable.
20 h 35. FR3. **La dernière séance : La reine vierge**. Film de George Sydney (1953). Les intrigues de la cour d'Angleterre au XVI^e siècle sous

Henry VIII et l'accession au trône d'Elisabeth 1^{re}.

22 h 05. TF1. **Entre ciel et terre : Jérusalem**. Trois reportages sur le même sujet par 3 cinéastes différents. Première émission : **Mourir pour Pomponico** de Patrick Volson.

23 h 25. FR3. La dernière séance (suite) : **Show Boat**. Film de George Sydney. Un classique de la comédie musicale hollywoodienne.

Mercredi 18 septembre

20 h 35. FR3. **Drôles de stars**, deux émissions consacrées aux rois du rire et de l'humour. 1^{re} partie : les gags et les sketches célèbres, de Pierre Dac et Francis Blanche à Guy Bedos.

21 h 30. TF1. **Entre ciel et terre : Jérusalem**. Deuxième reportage : **Les frontières du rêve** de Jean-Claude Giudicelli. Le poids de la religion.

Jeudi 19 septembre

20 h 35. A2. **Sarah**. Film de Maurice Dugowson (1983), avec Jacques Dutronc et Léa

Massari. Au cours d'une enquête en Espagne, un expert d'assurances tombe amoureux d'une mystérieuse comédienne.

20 h 35. FR3. **Histoire d'un jour**, de Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson, 3 décembre 1947 : les communistes condamnés à l'opposition ? Une évocation de la fin de l'année 1947, des grandes grèves qui ont secoué la France et de la politique du Parti Communiste au début de la Guerre Froide.

Vendredi 20 septembre

21 h 30. A2. **Apostrophes**, émission littéraire de Bernard Pivot : **Les protestants, tribulations d'une minorité**.
21 h 35. FR3. **Vendredi**, magazine d'information : **Une semaine à Moscou : Renaud en URSS**. Renaud invité au festival mondial de la jeunesse, cet été.
22 h 55. A2. **Ciné-Club : La vie criminelle d'Archibald de la Cruz**. Film de Luis Bunuel (1955). Humour noir.

«L'utopie calédonienne»

de Jean-Marie Colombani

L'utopie calédonienne est un petit livre (moins de 200 pages pour 88 F) qui fait le point sur la question calédonienne. Jean-Marie Colombani étant chef du service politique au *Monde*, on retrouve dans son livre le ton de ce quotidien.

L'auteur commence par rappeler ce que fut la conquête coloniale. Comment les Mélanésiens, les Kanaks, furent violemment chassés des terres fertiles de la plaine et contraints de se réfugier sur les contreforts des montagnes. Il évoque également la résistance des Kanaks à la colonisation et les grands soulèvements de 1877 et 1917, chaque fois sauvagement réprimés. Il y a peu, la Nouvelle-Calédonie était une « vraie » colonie ; le code de l'indigénat et le travail forcé n'y ont été supprimés qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le droit de vote n'a été accordé à tous les Kanaks qu'en 1957 et le premier bachelier a été reçu en 1961. L'héritage colonial est bien là, et avec lui la situation privilégiée des Européens, les Caldoches, descendants des diverses vagues d'immigrants (bagnards, déportés de la Commune, colons libres) qui peuplèrent la Nouvelle-Calédonie à partir de 1853 ; des Européens qui vivent dans l'ignorance et le mépris des Kanaks.

Le nickel, première richesse de l'île, qui recèle l'un des plus grands gisements du monde, a joué aussi son rôle dans l'histoire néo-calédonienne et notamment dans l'enrichissement colonial. Commencée en 1874, son exploitation a permis à ceux qu'on a appelés les « petits

mineurs » d'amasser tous de grandes fortunes. Jacques Lafleur qui dirige le RPCR — le RPR de l'île — est l'un de ces « petits » qui règnent sur la Nouvelle-Calédonie. Mais le nickel, c'est aussi une des grandes affaires de l'impérialisme français, à travers la SLN (Société Le Nickel) du groupe Rothschild, contrôlée aujourd'hui par l'Etat par l'intermédiaire d'ERAP, qui détient le monopole de la métallurgie du nickel.

Pour résoudre leurs problèmes de main-d'œuvre, ne pouvant et ne voulant pas utiliser les Kanaks dans les mines, les colonisateurs utilisèrent d'abord la main-d'œuvre pénale puis, dans les années 1930, firent venir des travailleurs indochinois sous contrat. En 1969, lors du « boom » du nickel, il fut question de multiplier par cinq le potentiel métallurgique de l'île. Le gouvernement français et les notables caldoches encouragèrent alors l'immigration massive de travailleurs européens et polynésiens. Par la même occasion, le but avoué de cette « seconde colonisation » était de rendre les Kanaks minoritaires sur leur terre ; but atteint, puisque les Kanaks ne constituent plus que 42,5 % de la population.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie française se préoccupa de faire émerger une élite kanak qui serait associée au pouvoir local. On vit naître alors l'Union Calédonienne, première organisation autonomiste modérée, qui comptait dans ses rangs des Caldoches et des Kanaks. Mais il est significatif que pendant long-

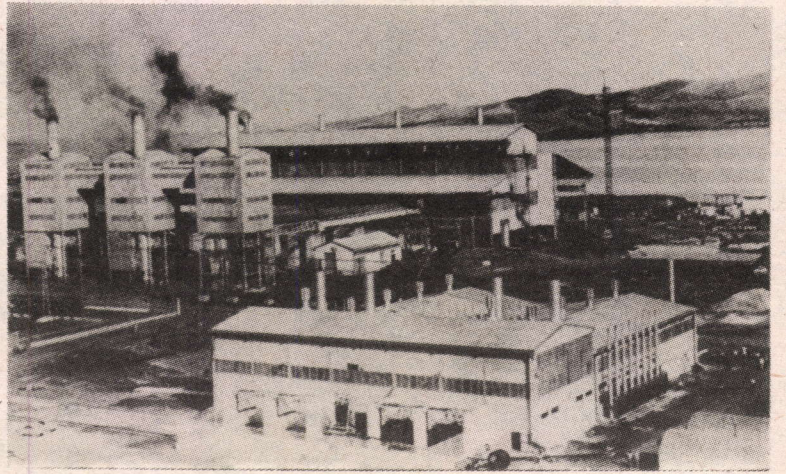
temps, elle ait été dirigée par un Européen, Maurice Lenormand. L'UC permit cependant que se forment politiquement les premiers notables kanaks et parmi eux Jean-Marie Tjibaou et Dick Ukeiwé. Jean-Marie Colombani explique très bien comment Jean-Marie Tjibaou, « *politique madré prompt au compromis* » (ce sont ses termes) évolua vers l'idée d'une « *indépendance multiraciale* » qui « *n'excluerait pas une présence française* ». C'est le refus de toute concession sérieuse de la part des Caldoches qui fit de l'autonomiste qu'il était un partisan de l'indépendance. D'autres comme Dick Ukeiwé, opposés à toute idée d'indépendance, rejoignirent le parti « colonial », le RPCR.

La dernière partie du livre évoque les événements qui se sont déroulés depuis 1981 : le boycott des élections territoriales de novembre 1984 à l'appel du FLNKS (dont il parle très peu), le plan Pisani de l'« *indépendance-association* » et son abandon au profit du plan Fabius qui repousse l'idée du référendum d'autodétermination en 1987.

Dans la mesure où il prend partie, Jean-Marie Colombani défend un point de vue libéral selon lequel il devrait y avoir « *coexistence des communautés* », tandis que la France « *assurera ses responsabilités* ». Il est vrai qu'il reconnaît lui-même que cela relève de plus en plus de l'utopie. En tout cas, son livre rassemble de façon intéressante les faits et les données de l'affaire néo-calédonienne.

André SIMON

L'utopie calédonienne de Jean-Marie Colombani. Ed. Denoël. 191 pages. 88 F.

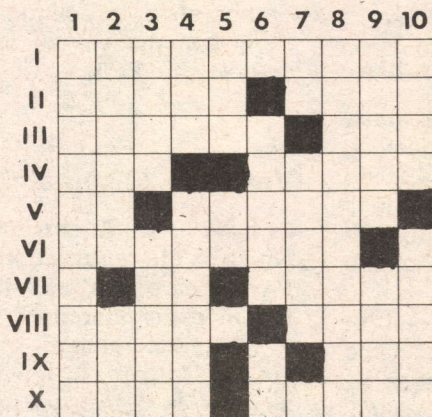


« ... en 1969, lors du boom du nickel, il fut question de multiplier par cinq le potentiel métallurgique de l'île... »



« ... c'est le refus de toute concession sérieuse de la part des Caldoches qui fit de Tjibaou l'autonomiste un partisan de l'indépendance »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Ne coule pas de source. II. Arme de défense. A sec. III. Localisas. Pour la pêche ou dans la pêche. IV. Période des grandes migrations. Variété de gratin. V. Note. Villégiature estivale de ruminants. VI. Consolidera. VII. Fin d'infinif. L'animal est gris. VIII. Noté. Sortis d'une boîte. IX. Couvre de liquide. Sur une rose. X. Possessif. Se dépose le matin.

VERTICALEMENT. — 1. Ennuieraient ferme. 2. Huiles. Sans parole. 3. Souvent qualifié de pittoresque. Suite. 4. Roi de comédie. Léger. 5. Vallée bretonne. Saint. 6. Couleur. Objet de spéculation. 7. Conjonction. Petite quantité de liquide. 8. Supportable pour les esquifs. 9. Eminence qui n'est pas toujours grise. Artifice. 10. Pays. Peut se prendre en perdant une manche.

Solution du numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	O	E	S	T	R	O	G	E	N	E
II	E	M	O	T	I	V	I	T	E	S
III	N	B	E	D	I	L	E			
IV	O	R	E	S	U	N	D		F	R
V	L	A	V	A	L		E	M	O	I
VI	O	S	A		E	P		A	R	N
VII	G	A	S	T	R	O	N	O	M	E
VIII	U	S	E	R	A	I				A
IX	E	S	E		I	N	O	U	I	E
X	S	E	S	O	S	T	R	I	S	

A propos de l'Afrique du Sud :

«L'Apartheid»

de Nelson Mandela

Au moment où la lutte des Noirs d'Afrique du Sud ébranle le régime d'Apartheid, ce petit livre, qui retrace les choix politiques du leader emprisonné de l'ANC, est le bienvenu.

Il est constitué des deux plaidoiries faites au cours de ses procès de 1962 et 1964, dont il se saisit pour faire le procès politique de l'Apartheid et proclamer les choix de l'ANC.

On y comprend d'abord ce qui a fait de Nelson Mandela un symbole pour les Noirs qui luttent en Afrique du Sud : le courage du militant et du dirigeant qui, se revendiquant des faits qui lui sont reprochés, affirme à son premier procès : « Je suis disposé à payer le prix, bien que je connaisse la situation précaire d'un Africain dans les prisons de ce pays », et déclare au deuxième procès : « J'ai adopté pour idéal une société démocratique et libre où tout le monde vivrait ensemble dans la paix et avec des chances égales. J'espère vivre pour le conquérir mais c'est aussi un idéal pour lequel je suis prêt à mourir ».

Mais Mandela précise également son programme : celui de l'ANC — le Congrès National Africain — précisé en 1955 dans le programme démocratique de la « Charte de la liberté » : « La réalisation de la Charte de la Liberté offrirait de nouvelles perspectives à toutes les classes — bourgeoise comprise — d'une population africaine dès lors prospère. L'ANC n'a jamais, à aucune période de son histoire, préconisé un changement révolutionnaire de la structure économique du pays ; il n'a jamais non plus, autant que je m'en souviens, condamné la société capitaliste » déclare Mandela. Il précise également les rapports existant entre l'ANC et le Parti Communiste : « Je crois que les communistes ont toujours joué un rôle actif dans le combat des pays colonisés pour la liberté (...) Ainsi les communistes ont joué un rôle important dans les luttes libératrices de pays comme la Malaisie, l'Algérie, l'Indonésie. Pourtant aucun de ces pays n'est aujourd'hui communiste. » Tchang Kai Tchek lui-même a fait alliance avec le Parti Communiste, rappelle Mandela. On ne peut être plus clair : nationaliste, Nelson Man-

delà a étudié le passé. Il sait que les partis communistes peuvent aider à apporter à un leader tel que lui un appui populaire, mais qu'il faut aussi empêcher qu'à travers eux s'expriment les revendications de classe du prolétariat. Car Nelson Mandela a une conscience de classe : la conscience de classe d'un petit bourgeois, d'un membre de « l'élite » africaine, qui souffre d'être écarté du pouvoir et qui pour y accéder tient aussi à démontrer qu'il pourrait être un homme d'Etat responsable et éclairé pour une Afrique du Sud multiraciale. Quand il plaide pour la grève, voire pour la violence, c'est pour la grève sous le contrôle de dirigeants de l'ANC et pour la « violence contrôlée » par les mêmes.

C'est ainsi que Mandela justifie la création, en 1961, de l'organisation de guérilla de l'ANC, Umkonto We Sizwe : « En mai-juin 1961, il était devenu indéniable que notre politique en faveur de l'établissement d'un Etat non racial par des moyens non violents n'avait donné aucun résultat, que nos partisans commençaient à perdre confiance dans nos méthodes et à développer d'inquiétantes idées de terrorisme. (...) J'étais de ceux qui ont contribué à la création de l'Umkonto (Fer de lance de la Nation). Deux raisons à sa création : d'abord nous pensions que la politique du gouvernement conduirait inévitablement le peuple africain à s'engager dans le sabotage ; or seule une direction responsable pouvait canaliser et contrôler ces sentiments de révolte. (...) Je dis violence contrôlée car j'avais bien précisé que si je fondais une organisation à cette fin, j'entendais la soumettre en toutes circonstances aux directives politiques de l'ANC (...) Constituant par ailleurs un exutoire pour les partisans des méthodes violentes, elles (ces attaques de sabotage visant des objectifs économiques) nous permettraient de prouver concrètement à nos militants que nous avions adopté une ligne dure et que nous ripostions désormais aux diverses positions de force du gouvernement ».

L'Apartheid de Nelson Mandela n'est ainsi pas seulement un témoignage de plus contre le régime

sud-africain qui l'emprisonne depuis vingt-cinq ans : c'est un témoignage sur la politique très consciente d'un leader qui a consacré sa vie à tenter de créer un cadre pour l'accession au pouvoir des Noirs sud-africains. Une accession au pouvoir qu'il voit avant tout comme celle des « élites » de la bourgeoisie noire, et dont il voit très bien qu'elle implique, de la part de celle-ci, la capacité à contrôler les luttes du reste de la population noire, pour les empêcher de déborder des objectifs nationalistes bourgeois.

Alain PAROD

L'Apartheid de Nelson Mandela. Ed. de Minuit. 111 pages. 39 F.



REEDITION

«Ceux de July»

de Nadine Gordimer

Ecrit en 1981, ce roman se situe dans l'avenir — un avenir qui semble d'ailleurs se rapprocher de plus en plus.

La révolution a éclaté en Afrique du Sud. Les Noirs qui, jusqu'à présent, avaient affronté les forces de répression, désarmés, dans leurs ghettos, attaquent maintenant les villes blanches, les points stratégiques, les centres des affaires et les quartiers résidentiels. Le pouvoir bascule. Chez les Blancs, c'est la panique. Tous cherchent à fuir le pays car, quelles qu'aient été leurs opinions antérieures — partisans ou adversaires de l'Apartheid — la colère des Noirs n'épargne personne. Mais il est déjà trop tard pour partir, les aéroports sont occupés, les ports contrôlés.

Une famille blanche trouve refuge dans un village de la brousse, chez son domestique noir qui accepte de la cacher. Les rôles se trouvent inversés. Les Blancs sont sous la dépendance totale de July, pas seulement parce qu'il les abrite, mais aussi pour toutes les choses de la vie courante : communiquer avec les autres, trouver de la nourriture, vivre dans le dénuement le plus complet, sans les multiples gadgets et le confort auxquels ils étaient accoutumés. Les enfants arrivent fort bien à se

faire à ce nouveau mode de vie, mais non leurs parents. Eux qui se croyaient de « bons patrons », libéraux, anti-Apartheid, ils découvrent qu'ils étaient avant tout des Blancs aisés qui n'ont cessé d'humilier leur domestique, dont ils ignoraient tout de la vie. Ils découvrent alors le fossé creusé par le régime entre les Noirs et les Blancs.

Nadine Gordimer, écrivain sud-africain, blanche, libérale, militant contre l'Apartheid, est sans illusion sur l'avenir de son pays. Elle se rend compte que lorsque les Noirs renverseront

le régime actuel — et elle souhaite cette révolution —, tous les Blancs risquent d'en faire les frais, pour avoir appartenu au camp des privilégiés. Elle montre à travers ce roman que la neutralité, la passivité, la bienveillance même, ne sont plus possibles. Et bien que ce livre ait été écrit il y a quelques années, il est un témoignage terriblement actuel sur l'Afrique du Sud.

Marianne LAMIRAL

Ceux de July de Nadine Gordimer. Ed. Livre de Poche — 14 F.



NOUVELLE-CALÉDONIE :

La course électorale commence... mais la colère demeure

La campagne électorale pour l'élection de 46 conseillers régionaux (275 candidats et 19 listes en présence) de Nouvelle-Calédonie a commencé.

Après avoir fait des pieds et des mains pour que la loi régissant le scrutin du 29 septembre prochain soit la plus conforme possible à la défense de leurs intérêts, les anti-indépendantistes voient venir à leur rescousse un certain nombre de ténors métropolitains de l'opposition. Chacun y va de sa petite randonnée. Toubon, secrétaire général du RPR, sera suivi de Chirac décidé lui aussi à effectuer sa tournée électorale, sans reculer devant le risque de se faire proprement « caillasser » comme ses compères en opposition Médecin, Léotard et Chirac qui, cet été, durent un peu brusquement écourter leur visite... Même Le Pen a l'intention de faire le voyage pour soutenir ses deux listes. Sans égard d'ailleurs pour le

RPCR de Dick Ukeiwé qui n'apprécie pas plus que cela qu'un candidat du Front National risque de lui faire perdre la majorité dans l'une des quatre régions du pays : celle du centre, celle aussi qui recèle les principales richesses minières et énergétiques sur lesquelles la majorité caldoche de Nouméa voudrait bien garder la main.

Mais par-delà le lancement de cette campagne électorale, derrière tout ce monde politique qui s'agite, la situation sur le terrain et le sort de la population de Nouvelle-Calédonie, de l'une de ces dernières bribes de l'empire colonial français, n'ont pas changé. Certes, le FLNKS et avec lui tous les autres courants indépendantistes sont, eux aussi, entrés en campagne électorale pour appeler la population aux urnes. Ce qui ne semble pas d'ailleurs aller sans poser des problèmes. Certains, dans les rangs du FLNKS, n'ont visiblement pas oublié le précédent des

élections territoriales de novembre 1984 pour lesquelles Jean-Marie Tjibaou avait appelé au boycottage des urnes qui avaient été brisées en nombre d'endroits. L'occupation de la mairie de Yaté, l'interdiction du débarquement d'une voiture destinée aux déplacements des magistrats devant contrôler le bon déroulement du scrutin à Ouvéa, et plusieurs autres incidents survenus dans divers points du pays tendraient à démontrer que parmi les indépendantistes tous ne sont pas prêts à marcher comme un seul homme vers les urnes.

Alors que s'ouvre la campagne électorale, sur la côte est en particulier, la tension subsiste entre les deux communautés depuis que le 9 septembre, à Ponérihouen, un jeune tirait à coups de fusil contre une jeune Mélanésienne. Les barrages routiers dressés par les Kanaks sont démolis... avant de réapparaître au même endroit ou un peu plus loin ; des voitures

de colons se font toujours recevoir à coups de cailloux. Cela donne peut-être l'occasion au *Figaro* de parler de « dictature kanaque » et de déverser des injures sur les « voyous » du FLNKS. Mais cela montre surtout qu'une partie de la population kanaque ne s'en laisse pas conter. Pour le gouvernement français, ces élections régionales s'inscrivent dans le cadre d'une politique qui vise à préserver d'une façon ou d'une autre sa présence et les

intérêts de ses capitalistes dans cette région du monde ; peut-être au prix de quelques concessions inévitables aux leaders et aux mouvements indépendantistes afin d'éteindre — si faire se peut — ce « chaud dossier » calédonien, comme l'appelle Pisani. Mais sans réussir toutefois à noyer la colère de ceux qui n'entendent pas se contenter d'un bulletin de vote en guise de satisfaction à leurs aspirations.

L.P.

L'URSS du goulag

Brejnev, Andropov, Gorbatchev, les têtes changent au sommet et dans les cadres officiels des salles du Kremlin. Mais les goulags, eux, ne changent pas.

Le poète ukrainien Vassil Stous vient de mourir d'épuisement, à 47 ans, dans le camp de Perm. Dissident ukrainien, membre depuis 1980 du groupe ukrainien pour le respect des accords d'Helsinki sur les droits de l'homme en URSS, il était emprisonné depuis cette époque et purgeait une peine de dix ans de détention. Auparavant, il avait déjà été arrêté et condamné en 1972 à cinq ans de camp et deux ans de rélégalation.

Sa mort survient après celles d'autres dissidents ukrainiens, dans le même goulag, l'un des plus brutaux, doté d'un « régime spécial » pour tenter de mater ces hommes et leurs aspirations.

ITALIE

Le nouveau plan d'austérité de Craxi

En Italie, le gouvernement du socialiste Craxi poursuit sa politique d'austérité. Là-bas comme ici, les subventions diverses de l'Etat au grand patronat se traduisent par un déficit permanent des finances publiques.

Une « restructuration des finances » de l'Etat a donc été concoctée par le ministre des Finances, Giovanni Gorla, dans le but de réduire ce déficit. Bien entendu, cette réduction se traduirait essentiellement par des atteintes aux services publics et des hausses de leurs tarifs. Le projet prévoit en particulier l'augmentation des taxes scolaires, des tarifs d'hospitalisation, des tarifs postaux, du chemin de fer et des transports municipaux. Le tout devrait permettre à l'Etat de diminuer ses dépenses de quel-

que 20 000 milliards de liras (100 milliards de F) et d'augmenter ses revenus de 12 000 milliards de liras (60 milliards de francs).

Par ailleurs si l'on en croit le journal *La Stampa*, d'autres projets sont à l'étude, comme par exemple celui de modifier le système italien de sécurité sociale. En matière de santé, les employés d'Etat et les travailleurs indépendants auraient désormais le choix entre l'assurance sociale publique telle qu'elle fonctionne actuellement et le recours à une assurance volontaire privée. Dans ce second cas, ils auraient la possibilité de conserver la moitié du montant des cotisations maladie aujourd'hui retenues sur les salaires, somme qui, est-il dit, leur permettrait de souscrire l'assurance pri-

vée de leur choix ! Ce serait autant d'économisé ainsi par l'Etat... et par les patrons demain s'ils suivraient celui-ci dans ce tour de passe-passe, et en fait autant de sécurité en moins pour ces catégories de travailleurs. Un hebdomadaire économique calculait en effet qu'un fonctionnaire touchant environ 100 000 francs par an et renonçant totalement aux assurances sociales publiques ne récupérerait qu'environ 625 francs par an, somme notablement insuffisante pour souscrire une assurance équivalente privée. Par contre, le système bénéficierait aux catégories de travailleurs indépendants les plus aisées. Notaires ou commerçants par exemple, dont les revenus réels continuent d'échapper largement au fisc, récupé-

raient avec le projet gouvernemental l'équivalent d'au moins 4 500 francs par an.

Autant dire qu'avec ce projet du gouvernement socialiste, ce sont les travailleurs dont les revenus sont les plus bas qui risquent d'être durement frappés.

Face à ce nouveau mauvais coup mijoté par Craxi et Gorla, les oppositions restent plus que timorées. Bien sûr, tous les partis gouvernementaux sont d'accord pour dire que l'heure est venue d'opérer des coupes sombres dans les dépenses publiques. Quant au PC italien, c'est à peine s'il se démarque des projets gouvernementaux. C'est ainsi que Georgie Napolitano, chef du groupe parlementaire du PCI et porte-parole de l'aile la plus

ouvertement « réformiste » du PCI, a clairement déclaré que, « au centre de nos préoccupations, il faut placer le risque de perte de compétitivité et de véritable déclin technologique et de productivité de notre pays ». L'heure est donc au sacrifice... pour les travailleurs car « les exigences de relance et de développement doivent être satisfaites ». Appui à peine déguisé à la politique d'austérité du gouvernement italien, tout juste discutée dans ses modalités.

Reste à savoir si les travailleurs italiens toléreront longtemps que ce gouvernement poursuive ses attaques contre leurs conditions de vie et organise des coupes sombres dans leurs acquis sociaux.

Lucienne PLAIN